



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 23 OCTOBRE 2024 - N° 1286 - 54° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

L'homme sans qualités

Jusqu'au saut dans la tombe, un homme politique croit qu'il peut rebondir. Même le plus discrédité. Même François Hollande. Candidat à la présidence à la suite du sordide fait divers qui élimina Strauss-Kahn, élu sur un malentendu, ce soi-disant « ennemi de la finance » n'entra jamais dans la fonction présidentielle.

Pénétré de toutes les modes idéologiques sans parvenir à la modernité cynique d'un Macron, il avait réussi à se ridiculiser aux yeux du monde par ses démêlés amoureux. Commis du capitalisme rentier, promoteur d'une « politique de l'offre » qui n'est qu'une pratique de l'offrande au patronat, européiste benêt, étranger à toute politique de souveraineté, François Hollande est l'incarnation falote de cette gauche qui a très activement contribué à la liquidation des conquêtes économiques et sociales du Front populaire et de la Libération – dont il a le culot de revendiquer aujourd'hui l'héritage.

On peut compter sur ce manœuvrier roublard pour divertir la gauche qui ose encore se proclamer socialiste. Cet homme sans qualités va circuler dans le chaos ambiant avec son ambition défraîchie, face à d'autres ambitieux de second ordre. Tous rêvent de jouir des honneurs, en assurant la gestion paresseuse d'une société où tout se décide à Bruxelles, à Francfort, à Washington... Tous sont des vestiges d'un passé qui est en train de passer, qui nous encombre et dont il faudra tout ou tard se délivrer.



WIKIPEDIA. PHOTO : PARLEMENT EUROPÉEN.

L'Europe de Draghi

Mario Draghi constate le décrochage de l'Union européenne mais propose des solutions illusoires.

En l'an 2000, l'Union européenne voulait être l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde. Dans son rapport, Mario Draghi dresse un constat d'échec : en matière d'investissements, de niveau de vie et de productivité, l'UE décroche par rapport aux États-Unis. Il est vrai qu'elle a subi le poids des crises financière et sanitaire mais le choix de l'austérité a été d'autant plus négatif que le marché

unique et l'euro créent de fortes divergences entre les États membres.

Mario Draghi a raison de proposer un plan massif d'investissements dans les secteurs décisifs mais il ne sera pas suivi par les États du Nord et la confiance qu'il place dans les marchés financiers sera, une fois de plus, déçue. **Notre entretien avec Frédéric Farah en pages 2 et 3.**

Syrie et Sahel

Les soldats français ont disparu des rives de Babylone et des sables de Tombouctou.

Les retours d'expériences permettent de tirer les leçons de ces fiascos et assumer pleinement les responsabilités françaises : l'absence d'un traitement politique ou son manque de pertinence par rapport aux réalités complexes des pays et des peuples concernés. Missions impossibles, vies sacrifiées, logiques militaires au coup par

coup, victoires sans lendemain, elles l'ont été parce qu'elles n'étaient pas adossées à une vision d'ensemble, à une stratégie des relations extérieures, à une pensée nourrie de l'histoire. Des régions entières laissées à elles-mêmes sont autant de zones tampon entre les appétits des puissances. **L'article de Dominique Decherf en page 12.**

Dans ce numéro :

Page 3 : L'affaire du Doliprane.

Page 5 : Didier Motchane.

Page 7 : Les États neutres et l'OTAN.

Page 15 : Athènes et Jérusalem.

Page 16 : Louise d'Orléans.

Page 18 : Résistance royaliste : Georges Bernanos.

Page 20 : Éditorial : Incertitudes radicales.



SOURCE : FLICKR, PHOTO : PARLEMENT EUROPÉEN.

« Compétitivité » européenne

Que vaut le rapport Draghi ?

Entretien avec Frédéric Farah.

Professeur d'économie, auteur de plusieurs ouvrages régulièrement présentés dans notre journal, Frédéric Farah a lu le rapport Draghi avec attention et en tire pour les lecteurs de *Royaliste* des enseignements circonspects.

Royaliste : Adoptée en mars 2000, la stratégie de Lisbonne voulait faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Que s'est-il passé depuis ?

Frédéric Farah : À Lisbonne, l'objectif était de passer de la convergence nominale à la convergence réelle. Le premier mode de convergence avait été fixé à Maastricht et portait sur l'inflation, les taux d'intérêt, le déficit et la dette. Mais se rejoindre nominalement sur des objectifs chiffrés ne signifiait pas que les États convergeaient réellement. Il fallait donc, selon le vœu formulé à Lisbonne, que les États puissent se rapprocher en matière d'émission de CO₂, de productivité, de recherche et développement, de taux d'activité, de taux d'emploi et de niveau de vie.

À partir de 2010, l'Union européenne décida de s'engager dans des accords de libre-échange de nouvelle génération – avec le Canada, Singapour, etc.

Pourquoi ça n'a pas marché ?

Il y a eu la crise des *subprimes* en 2008 qui a débouché sur une crise des dettes souveraines contre laquelle l'Union européenne a prétendu lutter par la pire des méthodes : l'austérité. On a alors observé le contraire des objectifs de Lisbonne : tassement des investissements publics et croissance faible. Celle-ci se redressait lorsque la crise sanitaire a éclaté.

La deuxième raison de l'échec est structurelle. Nous savons très bien que le marché unique est, comme la monnaie unique, une machine à fabriquer de la divergence. Le marché unique a profité à la partie la plus dynamique du continent et aggravé le recul des autres pays. L'euro fort a été désastreux pour plusieurs pays, dont la France.

On a donc abandonné la stratégie de Lisbonne pour une nouvelle stratégie, Europe 2020, qui a été confrontée à la crise du Covid et aux effets de la guerre russo-ukrainienne.

Comme le souligne le rapport Draghi, l'Union européenne a connu un net décrochage par rapport aux États-Unis quant au niveau de vie et à l'investissement, parce qu'on a cru que le marché résoudrait les problèmes.

Que préconise Mario Draghi ?

Il faut d'abord remarquer que ce rapport n'a pas eu l'écho espéré, ni dans la presse française ni au gouvernement. Ce fut la même chose pour le précédent rapport du même type, qui avait été remis par Enrico Letta.

Cela dit, le constat de Mario Draghi est relativement positif : il dit que l'Union européenne reste l'un des ensembles les plus riches au monde, que son PIB est important, que sa part dans le commerce international est significative, que les inégalités sont moindres qu'ailleurs et que sa main-d'œuvre est de bonne qualité. Le rapport énumère ensuite les principaux problèmes : le sous-investissement dans l'UE entraîne un décrochage en termes de PIB, de niveau de vie, de productivité par rapport aux États-Unis. L'Union européenne ne parvient pas à faire face aux enjeux actuels – l'intelligence artificielle, la décarbonation, la digitalisation, l'économie circulaire – et sa productivité faiblit.

Il faut remarquer que Mario Draghi, comme tout le milieu européiste, raisonne en termes de compétitivité, un concept propre à l'entreprise qui a été plaqué sur les États – alors que les questions principales concernent la productivité, c'est-à-dire l'efficacité des processus de production. En termes de compétitivité, la balance commerciale de l'UE est excédentaire : il n'y aurait donc pas à se faire de souci !

À partir d'un constat ambigu, Mario Draghi propose un processus d'investissements massifs dans les secteurs décisifs. Il faudrait, selon lui, consacrer 800 milliards par an à l'investissement.

Or les pays réputés frugaux (Allemagne, Pays-Bas...) ne veulent pas entendre parler d'endettement public et nous savons que la tendance générale est à l'austérité.

Mario Draghi propose aussi d'accélérer l'unification du marché des capitaux afin de mobiliser une épargne européenne abondante, qui passerait de l'investissement spéculatif à l'investissement productif. Or il faut voir dans cette proposition l'effet de l'aveuglement général sur le fonctionnement des marchés financiers. On sait que la libre circulation des capitaux a été érigée en liberté fondamentale le 1^{er} juillet 1990, au même titre que la liberté de circulation des personnes, des biens et des services. Deux ans plus tard, en guise de remerciements, les marchés financiers lançaient une spéculation contre le franc, la livre britannique et la lire italienne ! Cela signifie que les financiers suivent leur propre logique.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'épargne européenne excédentaire est partie se placer aux États-Unis et a financé la croissance américaine à l'époque de Bill Clinton. Dès lors, dans un marché unifié, qui nous dit que les capitaux européens voudront rester en Europe ? Rien ne les empêchera de se déplacer vers les États-Unis ou vers l'Asie. Par ailleurs, dans des États européens où le taux de croissance se situe autour de 1 % et où la productivité est faible, pourquoi les financiers prendraient-ils des risques dans l'investissement productif alors que la spéculation leur est beaucoup plus profitable ?

Le rapport Draghi repose sur un pari : pour ne pas trop mobiliser les finances publiques des États, pour éviter un endettement qui impliquerait une mutualisation des dettes, on espère que l'épargne va d'elle-même financer l'investissement productif. Ce qui relèverait du miracle !

Somme toute, Mario Draghi est à la fois novateur et conservateur. Il redécouvre la nécessité de l'investissement, il voudrait construire une politique industrielle, mais il veut pousser encore plus loin la logique de marché – et néglige les questions sociales – en espérant qu'elle va réussir là où elle a toujours échoué. ■

Propos recueillis par B. La Richardais.

Industrie

Souveraineté sanitaire

Après le désastre de la vente d'Alstom à General Electric, c'est au tour d'Opella, filiale de SANOFI et fabricant notamment du Doliprane, d'être en passe d'être vendue au fonds américain CD&R.

Dans une vidéo récente, Emmanuel Macron appelait les Français à se mobiliser pour que la série *Emily in Paris*, ne soit pas délocalisée à Rome, privant ainsi la « plus belle ville du monde » d'une promotion mondiale. On se demande, compte tenu de la place de la production grand public d'Opella (Doliprane, Allegra, Novanuit, Icy Hot, Dulcolax, Lysopaïne, Maa-lox) dans la souveraineté pharmaceutique de la France, ce que le Président va faire pour cette dernière : commander une série intitulée *Doliprane in France* ?..

Après la crise du Covid, la réduction de la dépendance aux importations de médicaments avait été déclarée priorité d'État. Le plan France 2030, assorti de 54 milliards d'euros, prévoit, parmi ses programmes, la relocalisation de la production de médicaments, dont le paracétamol, principe actif du Doliprane. Parmi d'autres outils, figure le fameux « décret Montebourg » du 14 mai 2014 qui permet de bloquer un investissement étranger dans une dizaine de secteurs, dont la santé. Pourtant, ce droit de veto a été peu utilisé puisque seulement trois vetos ont été à ce jour décidés, dont un concernant Carrefour, alors que les supermarchés et épiceries de quartier de la marque Carrefour sont des actifs qui ne risquaient aucune délocalisation et ne contenaient aucun brevet ou propriété intellectuelle de nature stratégique...

Il est donc impératif que le gouvernement de Michel Barnier exerce ce veto parce que notre dépendance chronique aux médicaments fabriqués à l'étranger est devenue insupportable. Celle-ci s'est manifestée par un accroissement spectaculaire des pénuries de médicaments. La fréquence de ces dernières a ainsi été multipliée par 20 entre 2008 et 2018, et le nombre de rup-



SOURCE : FLICKR, PHOTO : O-O.

tures et de signalements de risques de ruptures a explosé depuis 2018, au point qu'en 2023, 37 % des Français ont été confrontés à de telles pénuries, ce phénomène touchant les médicaments anciens de toutes les aires thérapeutiques.

En 2024, entre 60 et 80 % des principes actifs des médicaments (dont le paracétamol) consommés en Europe sont fabriqués en Inde et en Chine, alors que les deux tiers des lignes de production de principes actifs certifiées pour le marché européen étaient encore basés en Europe en 2000.

Cela est uniquement dû au dumping environnemental et social de l'Inde et de la Chine, qui imposent à leurs usines des normes bien moins exigeantes que celles prévues par la France et l'Union européenne. Cela finira par provoquer des catastrophes sanitaires, humaines et environnementales : les prélèvements réalisés dans les fleuves du sud de l'Inde situés près des usines pharmaceutiques recensent des concentrations d'antibiotiques 1 million de fois plus élevées que dans les eaux usées européennes ! Le retour de la fabrication en France d'un principe actif impliquera en conséquence des coûts de 20 % à 40 % plus élevés qu'en Asie, et la moitié de ce surcoût est liée aux investissements nécessaires pour respecter les normes environnementales et sociales européennes.

Il ne s'agit évidemment pas d'abaisser ces normes environnementales et sociales (ce qui constituerait une régression et de plus échouerait), mais bien de se protéger efficacement contre ce dumping, avec ou sans Bruxelles. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

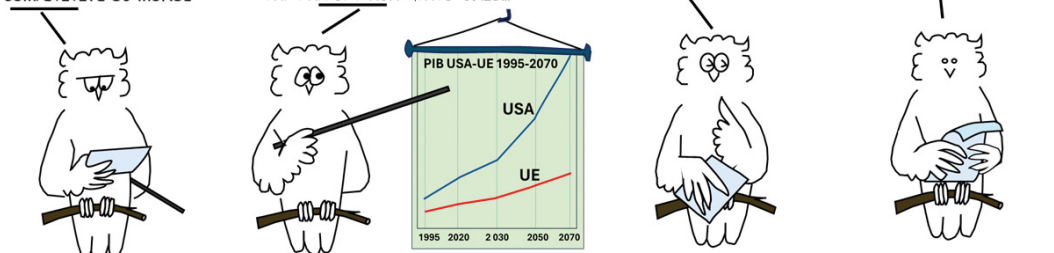
Sur le mur de Jean Chouan

L'OBJECTIF DE LISBONNE EN 2000, C'ÉTAIT DE FAIRE DE L'UE "L'ÉCONOMIE LA PLUS COMPÉTITIVE DU MONDE"

BEN C'EST RATÉ, ET DRAGHI NOUS EXPLIQUE QUE L'UE « A CONNU UN NET DÉTACHAGE PAR RAPPORT AUX ÉTATS-UNIS...

...PARCE QUE LE MARCHÉ N'A PAS RÉSOLU LES PROBLÈMES... MAIS L'UE A LA SOLUTION :

...C'EST ENCORE PLUS DE MARCHÉ, EN ACCÉLÉRANT SON UNIFICATION.



(1). Selon *Les Échos* du 17 octobre, après avoir vu sa première offre de reprise refusée par SANOFI, le consortium formé par le fonds français PAI vient de déposer une nouvelle offre améliorée, valable jusqu'au 20 octobre 2024 18 h.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : ANH DE FRANCE.



Marion Maréchal. Loin de l'électorat populaire du RN.

Marion Maréchal

L'illusoire union des droites

Après son exclusion de Reconquête ! Marion Maréchal tente de rebondir : elle lance son mouvement, Identité-Libertés, et propose une coalition à sa tante. Mais le silence de Marine Le Pen vaut refus, voire traduit du mépris.

À l'instar d'Éric Ciotti, Marion Maréchal décrit sa nouvelle formation dans une tribune accordée au *Figaro*. La date de l'annonce est symbolique : le 7 octobre fait écho à la journée des massacres perpétrés par le Hamas en Israël. Le but est de mettre un prétendu choc des civilisations au premier plan. Une stratégie aux effets quasi nuls : Marion n'attire pas plus l'attention de ses potentiels alliés politiques que celle des médias. Ce mauvais départ peut s'expliquer par un problème structurel : l'absence d'espace politique. Dans le paysage français, nombreux sont les partis proches de la ligne maréchaliste, à commencer par Reconquête ! l'Union des droites pour la République de Ciotti, et dans une moindre mesure, Debout la France de Dupont-Aignan. La contradiction est la suivante : appeler à l'union des droites tout en créant une boutique supplémentaire.

Non content de manquer d'originalité, Identité-Libertés clive inutilement. Alors que le RN est soucieux de s'adresser aux classes populaires (en apparence, tout du moins), Marion Maréchal a soutenu la retraite à 64 ans, et souhaite même ajouter un volet par capitalisation. Or, le « pays réel » est favorable à un État-providence protecteur. Autrement dit, alors qu'elle se veut unificatrice, la présidente d'Identité-Libertés divise, sur ce sujet comme sur tant d'autres. Elle préfère exalter un catholi-

cisme traditionaliste plutôt que de se rallier à une consensuelle laïcité, diriger le mouvement conservateur au lieu de prendre acte du mariage pour tous. Là où Marine Le Pen a lissé l'image du RN, Marion Maréchal renoue avec le reaganisme voire les outrances de son grand-père.

Derrière Marion Maréchal plane l'ombre du défunt Patrick Buisson. L'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy a toujours milité pour l'union des droites afin de réaliser une union sociologique entre deux électeurs aux intérêts foncièrement contradictoires : la bourgeoisie conservatrice et un pan des classes populaires autour du rejet de l'immigration. Au-delà de ce mentor théorique, la nièce de Marine Le Pen s'appuie sur le modèle de la coalition italienne actuellement en place, lequel regroupe un parti de gouvernement libéral avec des partis populistes, beaucoup plus rétifs au néo-

libéralisme. L'expérience du gouvernement Meloni montre que ces deux lignes – libérale et populiste – sont souvent aux limites de la rupture. La construction du budget italien pour 2025, où les libéraux se sont opposés frontalement (mais sans succès) à un super impôt sur les banques, l'illustre. De même, si les populistes ont réussi à freiner des deux tiers l'immigration illégale, ils ont dû accepter un surcroît d'immigration de travail (450 000 travailleurs étrangers seront accueillis en Italie d'ici 2025), sous la pression du patronat. Ce qui illustre les contradictions dans lesquelles se débat l'idéologie conservatrice et identitaire : d'un côté le rejet de l'immigré et de l'autre le besoin de l'immigration comme « *armée de réserve du Capital* ». Et confirme que le projet d'union des droites a un avenir plus qu'incertain. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Le requiem des Mozart de la finance.** – L'étau se resserre autour de la macronie et du mauvais usage qu'elle a fait des deniers publics : lundi 14 octobre, les députés ont refusé, à une très large majorité, d'approuver l'exécution du budget 2023 et, mercredi 16 octobre, la commission des finances de l'Assemblée s'est transformée en commission d'enquête sur le dérapage des déficits. Avec l'approbation de Michel Barnier qui sera visiblement sans pitié pour le bilan de ses prédécesseurs. En cause : la fameuse politique de l'offre d'Emmanuel Macron qui a provoqué une véritable saignée des recettes fiscales, alors que la croissance est restée atone. Bruno Le Maire, qui n'a nullement l'intention de jouer les boucs émissaires, s'est mis tout de suite à la disposition du Parlement, en laissant même entendre qu'il avait des révélations à faire. Attendons la suite d'un feuilleton qui risque de devenir un des plus grands scandales financiers de la V^e République.

■ **Effondrement.** – Alors que Renaissance, l'ex-poids lourd de l'ex-majorité présidentielle, s'apprête à réunir son congrès et à élire de nouveaux dirigeants, on apprend que ses effectifs ont fondu à vue d'œil au cours des derniers mois : moins de 8 500 cotisants, contre 45 000 revendiqués à l'été 2023 (et 450 000 annoncés lors de son lancement en 2017 !). Au moment où les Français découvrent l'addition salée que le macronisme vient de leur léguer, la compétition entre les charismatiques Élisabeth Borne et Gabriel Attal ne va sans doute pas passionner les foules.

■ **Inconsistants.** – Dans le concours Lépine des mesures à prendre pour combler le déficit, Ciotti et Darmanin sont en passe de remporter le premier prix : ils proposent (sans rire) de relancer les privatisations, en commençant par les secteurs de l'énergie et des télécoms qui n'ont évidemment rien de

stratégique. Au moment où l'État entre au capital d'Atos-Défense et envisage d'entrer dans celui du fabricant du Doliprane, l'idée est effectivement bien venue ! Autre trésor d'inconsistance : au *Figaro*, où l'on avait copieusement encensé la politique de l'offre de Macron, on essaye de faire oublier ses turpitudes en jouant depuis quelques jours les durs à cuire budgétaires et les coupeurs de dette. Figaro ou Tartuffe ?

■ **Espoir.** – Nous avons noté avec satisfaction que la Nouvelle-Calédonie figurait en bonne place dans la déclaration de politique générale du Premier ministre et que le nouveau ministre chargé des Outre-mer, François-Noël Buffet, s'est rendu, pour son premier déplacement, dans l'archipel du 15 au 18 octobre. Les annonces de Michel Barnier sur le report d'un an des élections provinciales et la non-transmission au Congrès du projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral, ainsi que la mission de médiation assurée par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, posent enfin les bases d'un retour au dialogue. Les aides d'urgence apportées par l'État dans le cadre de la solidarité nationale ont d'ores et déjà permis d'éviter l'effondrement complet de l'économie locale, des finances publiques et du système de sécurité sociale. Pour autant, la situation sécuritaire, politique et économique demeure extrêmement fragile.

HUBERT DE MARANS.





SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: SYLVAIN 1949.

Didier Motchane. Né en 1931, mort le 29 octobre 2017.

Quand la gauche réfléchissait

Didier Motchane

par Gaël Brustier.

Sept ans après sa mort, presque jour pour jour, retour sur l'apport de Didier Motchane, le dernier grand du socialisme intellectuel français...

Quand on songe au siècle écoulé, les seules figures dont se rapproche Didier Motchane sont probablement Lucien Herr (1) et Antonio Gramsci (2). Le premier, « père des intellectuels », mais aussi cofondateur du socialisme démocratique français en inspirant largement le discours de Léon Blum au congrès de Tours. Le second, certes dirigeant du Parti communiste italien, fut un linguiste distingué et probable concepteur d'un « communisme libéral ». L'un et l'autre furent aussi issus des marges de leur pays. D'Alsace annexée par l'Allemagne pour Lucien Herr, de Sardaigne pour Antonio Gramsci. Hommes de l'écrit, ils se sont tous deux intéressés aux relations internationales, aux rapports de force qui les caractérisent et au mouvement des sociétés. Herr et Gramsci ont participé à des aventures éditoriales, tout comme Didier Motchane. Lucien Herr avait une connaissance pointue de la politique internationale et en était en charge au sein de *L'Humanité*. Antonio Gramsci maîtrisait également la vie intellectuelle et politique de la France (il avait lu notamment Maurras), de l'Allemagne et évidemment de la Russie soviétique. Aujourd'hui, ce type de pensée, embrassant un large spectre de disciplines, l'analyse des imaginaires collectifs et leur concurrence, celle des rapports de force sociaux et internationaux, se font rarissimes. Depuis son plus jeune âge, Didier Motchane avait engagé une intense activité de lecture. À bien des égards, sa voiture était

souvent une vitrine des dernières sorties en librairie : essais, romans, etc. étaient disséminés jusque sur le tableau de bord. Didier Motchane a été l'un des ultimes représentants d'une tradition intellectuelle et d'une praxis qui se sont probablement éteintes avec lui.

Formation de générations par les revues. – La dernière génération intellectuelle ou militante, souvent issue de la matrice du Mouvement des citoyens (MDC), a relativement peu connu Didier Motchane dans les débats politiques des héritiers du CERES antérieurs à 2002 ; tout au plus en lisons-nous, pour quelques-uns d'entre nous, les éditoriaux toujours instructifs dans *Citoyens Actualités*, lecture qui touchait de fait plus de gens que le périmètre des quelques milliers de membres du Mouvement des citoyens, le parti fondé en 1993 par ce que Benoît Verrie, dans sa remarquable thèse, appela le « groupe Chevènement ».

Pour ma part, c'est à cette date que je l'ai vraiment croisé pour la première fois, Cité Paradis. À partir de 2004, Didier devint un maître et un ami. En retrait de l'action politique, il n'avait prononcé « aucun vœu de silence » comme il aimait à le dire. Avec quelques camarades nous avons organisé une Journée nationale de formation, qui avait eu quelque succès dans le contexte d'alors. Nous nous étions mis en tête notamment, à la lecture des revues qu'il avait créées, de le faire parler du passé. À ma question hésitante

sur l'histoire de la gauche, il prit la balle au bond, la fit dévier de trajectoire et changea donc de sujet : il nous parla de l'avenir, éclairé par les leçons du passé. Jusqu'à la fin, c'est l'avenir qui occupait son esprit. Des premiers *Cahiers du CERES à Enjeux pour le Socialisme et la République, NON ! République*, en passant par *Repères et Frontières*, ses écrits et son sens de l'innovation intellectuelle et conceptuelle contribuèrent à former plusieurs générations d'authentiques militants, issus du syndicalisme, du monde étudiant et universitaire.

Les mots façonnent un univers mental.

– Les mots étaient non pas un domaine réservé ou un jardin secret de Didier Motchane, mais un sentier qu'il amenait son interlocuteur à emprunter. Il avait une intelligence capable de se projeter dans maints domaines, d'entraîner son interlocuteur sur les sentiers d'une pensée rare et de l'inciter à se projeter en avant. Rien d'abscons dans les réflexions de Didier Motchane, mais des démonstrations utilisant une grande variété de domaines de la pensée, mais également une sensibilité et une acuité relatives aux arts, de la peinture au cinéma en passant par la musique. En la matière, il considérait toujours le présent comme un point de départ plus que comme la résultante du passé, *a fortiori* d'un passé reconstruit ou idéalisé. Seul l'avenir importait, mais les outils de son anticipation et de sa compréhension étaient liés tant au passé qu'au présent et à ce qu'on savait de l'avenir. Les faits sociaux intéressaient au plus haut point Didier. Anodins ou revêtant une immédiate forme médiatisée, rien ne lui était indifférent, et ce d'autant plus que Didier avait une excellente connaissance des sciences sociales. Par exemple, fin connaisseur des travaux de Loïc Wacquant, il était au sein du « Groupe Chevènement », du CERES puis du MDC, probablement l'un des plus acculturés à la sociologie.

Les revues créées par Didier Motchane ont servi de navire amiral intellectuel au courir du CERES. Elles avaient un rythme qui permettait de suivre de près les évolutions du monde et un recul de l'analyse et de la critique. Il partageait avec Lucien Herr sa définition du socialisme : « le progrès intellectuel et l'affranchissement de l'humanité. » Dans les années 2000, il pointait volontiers le paradoxe et l'ironie, pour le CERES, d'« avoir combattu de l'intérieur le fonctionnement de la SFIO pour arriver à la création dans les années 2000 d'une SFIO en petit ». ■

(1). Daniel Lindenberg, Pierre-André Meyer, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, Calmann-Lévy, 1977 ; Charles Andler, *Vie de Lucien Herr*, Rieder, 1932.

(2). André Tosel, *Étudier Gramsci, Pour une critique continue de la Révolution passive capitaliste*, Kimé, 2016.

Langue française

Au sommet de la francophonie

La Cité internationale de la langue française a accueilli, le 4 octobre, la première journée du sommet dans l'écrin du château rénové de Villers-Cotterêts. La forte déclaration préliminaire de Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie, a été bien reçue: « *Non, la Francophonie n'est pas la 'Françafrique'! Elle n'est pas seulement hexagonale et/ou africaine. Elle est mondiale et présente sur les cinq continents.* » Ce rappel fut nécessaire dans un contexte anti-français en Afrique, souvent instrumentalisé.

Le lendemain déjà, le sommet quittait Villers-Cotterêts pour le Grand Palais et d'autres lieux parisiens. Ainsi, la Francophonie s'exposait sous le signe de l'éducation, de la culture et de l'économie au Village de la francophonie, au Festival de la francophonie et au salon *FrancoTech* (1) à la Station F.

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) regroupe 88 pays ou entités géopolitiques représentant 17 % de la population mondiale, près de 350 millions de francophones dont 255 millions de locuteurs quotidiens, sans compter les 100 millions d'apprenants. La population francophone mondiale, en pleine expansion, pourrait atteindre 700 millions d'ici 2050.

Les crises internationales dont certaines touchent directement des pays francophones, particulièrement le Liban et la République démocratique du Congo, ont conduit à l'adoption de deux textes: tout d'abord une déclaration de solidarité avec le Liban, ensuite une résolution sur les situations de crise, qui fait d'ailleurs mention de la situation en Nouvelle-Calédonie.

Alors, au-delà des beaux discours et des contingences géopolitiques, les débats, les réunions de travail, les spectacles et les conférences ont-ils donné des résultats concrets? L'éducation étant la clé de la pérennité de l'espace francophone, des décisions utiles, mais d'ampleur variable, ont été prises dans un cadre financièrement restreint:

- création d'un collège international en 2025 au sein de la Cité internationale permettant de « *former des cadres francophones de l'éducation, des traducteurs, des interprètes* » pour la consolidation du français comme langue d'usage de masse dans le respect de la diversité linguistique des différents pays;
- mise en place d'un Programme international de mobilité-employabilité francophone (PIMEF);
- création du programme « *Volontaires unis pour la francophonie* » pour cent jeunes;
- assistance à l'octroi de visas pour les titulaires d'un diplôme français de niveau

Master 2.

La question sensible des visas pour étudier en France a été un sujet important des débats. Elle est au cœur du rayonnement mondial du français.

La priorité donnée à l'économie fut manifeste, puisque c'est sous la bannière « *Créer, innover et entreprendre en français* » que le sommet s'est déroulé. 20 % des échanges économiques internationaux se font en français et représentent plus de 15 % du revenu brut mondial. *FrancoTech*, volet économique du sommet, promeut l'innovation économique en français et l'augmentation des échanges commerciaux entre pays francophones. La formation (priorité des priorités), l'intelligence artificielle, le numérique de « *confiance* », la sécurité alimentaire et le transport ont été au centre des échanges.

La sphère informationnelle, domaine transverse hors de tout esprit de domination, a donné lieu à des engagements

concernant le renforcement du média multilatéral TV5, la réduction de la fracture numérique, la sécurisation des données et des informations.

L'énergie déployée à Paris pendant les Jeux olympiques et paralympiques sera-t-elle une illusion ou le tremplin d'un renouveau du français? Le bilan du sommet se fera dans la durée, tant dans la concrétisation des décisions prises que dans les résultats obtenus, notamment dans le domaine du développement économique. Alors, le « *ne pensez pas qu'anglais* » lancé à la jeunesse francophone par le président Macron, connu pour ses communications anglo-lâtres, sera peut-être un vœu exaucé.

Rendez-vous dans deux ans au Cambodge! ■

MARC FAVRE D'ÉCHALLENS.

(1). *FrancoTech* est piloté par Business France, en partenariat avec l'Alliance des patronats francophones (APF), créée en 2022 et dirigée par Geoffroy Roux de Bézieux.

La quinzaine sociale

■ **Inflation.** – L'Insee maintient sa prévision de croissance pour 2024 à 1,1 % du PIB bien que la consommation soit en berne et que l'investissement des entreprises fasse du surplace. L'Institut table sur une reprise progressive dans la zone euro « *qui commence à sortir de sa torpeur* » et sur la bonne tenue des exportations, notamment dans le secteur aéronautique.

Avec toutefois une incidence sur les finances publiques, puisque les exportations ne génèrent pas de TVA, ce qui pourrait expliquer les moindres recettes fiscales engrangées en 2024.

■ **Automobile.** – Le 90^e Mondial de l'Auto (fondé en 1898) s'est ouvert le 14 octobre, Porte de Versailles à Paris, dans une ambiance plus que morose pour les industriels. En France, la vente de voitures neuves est en net recul par rapport à l'an dernier, avec un décrochage particulièrement marqué pour Renault et Stellantis. Et l'annonce d'un alourdissement du malus pour les voitures thermiques et d'un bonus réduit pour les véhicules électriques n'aidra pas nos constructeurs à retrouver le sourire.

■ **Emploi bancaire.** – La restructuration du secteur bancaire se poursuit: les agences de l'ancien CCF (Crédit commercial de France), acheté en 2008 puis revendu par le géant britannique HSBC en janvier dernier à My Money Group (MMG), une filiale du fonds américain Cerberus Capital Management, et qui avait retrouvé sa marque historique, devraient voir leur nombre passer de 250 à 180. Le nombre des salariés pourrait passer de 4 000 à 2 500.

YVONNE CHASSARD.

■ **Les éleveurs laitiers au bord de la crise de nerfs.** – Le 25 septembre, l'industriel laitier Lactalis (groupe Besnier) a annoncé vouloir réduire ses volumes de collecte annuelle de 450 millions de litres d'ici 2030, sur un total de 5,1 milliards de litres.

Lactalis souhaite réorienter les éleveurs bio en production conventionnelle pour s'adapter à l'évolution de la demande internationale (en baisse sur le bio) et faire jouer davantage la concurrence sur les prix.

Face à ce qui constitue un plan social sans précédent pour la filière, les éleveurs, regroupés au sein de la FNPL, mobilisent l'opinion et les parlementaires. Ils plaident pour une régulation publique des marchés, avec des prix rémunérateurs et une meilleure répartition des volumes. Le système coopératif permettra à certains d'entre eux d'échapper à un rapport de force qui est devenu structurellement défavorable, mais ils appellent également l'État à intervenir pour ramener Lactalis à la raison.

JEAN BONGRAIN.





SOURCE: OTAN.

Europe

Feu la neutralité

par Yves La Marck.

L'OTAN veut combler les « trous » dans sa raquette : après la Finlande et la Suède et avant la Serbie, la pression monte sur la Suisse, l'Autriche et... l'ex-RDA, ce qui n'est pas pour rien dans la montée des voix, dans ces trois pays, des partis classés à l'extrême droite ou à l'extrême gauche.

Trois pays se sont distingués par leur statut spécial fondé en droit international : traité de Vienne du 20 mars 1815 pour la Suisse, traité d'État du 15 mai 1955 pour l'Autriche, traité dit de 2+4 du 12 septembre 1990 pour l'ex-RDA. Le premier définit une neutralité perpétuelle et universelle, le deuxième et le dernier sont conclus dans un contexte de post-Seconde Guerre mondiale où l'URSS est la partie contractante.

L'Allemagne tout entière a échappé au modèle autrichien : le chancelier de la RFA, Konrad Adenauer, contre son adversaire socialiste, Kurt Schumacher, avait refusé tout accommodement avec Moscou qui proposait un retrait des forces d'occupation contre une neutralisation de la totalité des quatre zones. La RFA fut admise dans les institutions occidentales, donc en 1955 dans l'OTAN après l'échec en 1954 de la CED (Communauté européenne de défense). Vienne suivit le chemin inverse. En 1990, les territoires de l'ex-RDA furent intégrés d'office dans l'OTAN sans aucune formalité et sans que personne ne demande l'avis des populations. Or une bonne partie de la dissidence privilégiait un autre futur que celui d'une absorption pure et

simple dans l'Ouest, la CEE et l'OTAN, une troisième voie qui ne fut pas explorée. À peine concédait-on verbalement, en marge des négociations des puissances occupantes, l'idée qu'il n'y aurait pas de base militaire ni de site de lancement de missiles dans les Länder de l'Est (on verra où seront installés les missiles à moyenne portée annoncés le 10 juillet dernier par les États-Unis et l'Allemagne pour 2026).

Ce rappel historique est nécessaire pour comprendre ce qui se joue dans ces trois pays depuis le 24 février 2022. La Suisse et l'Autriche ont été prises entre deux feux. Qu'elles s'associent aux sanctions contre la Russie, elles sont accusées de sortir de leur neutralité. En réalité, sur 150 milliards de fonds russes dans les banques suisses, seuls 7 auraient été bloqués. Qu'en revanche, elles refusent d'autoriser le transfert à l'Ukraine d'armes de leur fabrication, même par d'autres pays, ou qu'elles réglementent leur survol aérien, elles se heurtent à la colère de l'OTAN.

Suisse. – Sortir de l'ambiguïté ? « *Atlantisme plutôt qu'attentisme* » ? : les Suisses ont commandité dès juillet 2023, en cati-

mini, un rapport rendu public le 29 août 2024 concluant à une collaboration plus étroite avec l'OTAN. Sans oser recommander une adhésion pure et simple, les auteurs se prononcent en faveur de la participation de militaires suisses à des exercices OTAN ou européens hors du pays. Le premier parti suisse, le plus à droite, l'UDC (Union du centre), 28 % des voix aux élections du 22 octobre 2023, 62 sièges sur 200 au Conseil national, a parrainé une pétition « *Oui à la neutralité suisse, Stop à l'adhésion rampante à l'OTAN* », qui a réuni le 11 avril 2024 le nombre requis de signatures pour provoquer dans les deux ans un référendum sur le sujet.

Autriche. – Si la Suisse bascule, l'Autriche sera en grande difficulté. Le chancelier conservateur Karl Nehammer avait rapidement mis le holà aux insinuations consécutives à l'invasion russe. La réalité est que, membre de l'UE, siège de l'OSCE et de l'AIEA, Vienne a l'habitude de coopérations sur une base pragmatique. Le pays a le sentiment d'être, sinon en première, du moins en seconde ligne. Il se souvient que le rideau de fer fut ouvert sur la frontière austro-hongroise avant la chute du mur de Berlin. L'ÖVP, qui fait partie au Parlement européen du PPE dirigé par le Bavarois Manfred Weber, se sait sous « *surveillance* » du voisin hongrois et de son allié, le FPÖ, qui l'a devancé aux élections législatives du 29 septembre avec 29 % des voix contre 26,5, et 58 sièges contre 52 sur 183. Entre Munich, fer de lance de l'Otanisme, et Budapest, parrain de la Mitteleuropa, Vienne ne veut pas avoir à choisir.

Allemagne. – Le changement d'ère (*Zeitenwende*) annoncé par le chancelier Olaf Scholz a été l'alibi pour un engagement plus prononcé au sein de l'OTAN. La faiblesse de la coalition au pouvoir ne signale pas un renforcement du poids politique et militaire, mais l'abandon aux institutions supranationales, à l'Europe de la défense version Ursula von der Leyen et Manfred Weber, et en dernier ressort l'OTAN. On comprend que, face au vide laissé par des pouvoirs mous, les branches les plus radicales s'imposent au détriment des plus centristes au sein des formations d'opposition. On explique ainsi le succès de Björn Höcke au sein de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), vainqueur en Thuringe le 2 septembre avec 33 % des voix, comme celui d'Herbert Kickl, le 29 septembre en Autriche, partisans d'une ligne claire, non seulement par rapport au thème commun à toutes les droites, l'immigration, mais, spécificité allemande et germanophone, à la culture de la neutralité dans le conflit avec la Russie.

La pression a atteint un niveau sans précédent lorsque la Finlande et la Suède sacrifièrent leur neutralité sur l'autel de l'OTAN, alors même qu'au moins en Suède la population y était majoritairement défavorable jusqu'au dernier moment. La différence est que la finlandisation n'était pas synonyme de neutralité. Helsinki a toujours maintenu un budget de défense à un niveau élevé, à l'inverse de l'Autriche et de la Suisse (en dessous de 1 % du PIB) et aussi de l'Allemagne. La Baltique et l'Arctique étant devenues des lignes de front, une interopérabilité avec l'OTAN était devenue la règle. La Suède, plus fidèle à une neutralité classique issue des guerres napoléoniennes, a suivi – un peu (trop) vite.

La Suisse et l'Autriche se demandent si ou comment l'interopérabilité va s'appliquer à leurs forces. Les partis politiques se divisent sur le sujet. Le Conseil national suisse a voté, le 19 septembre dernier, une forte augmentation de son budget de défense. L'UDC a voté pour parce qu'elle est en faveur d'une neutralité armée et non pour l'abandon ou la dilution de la neutralité. Il en va de l'identité de la Suisse (1).

Il y va aussi de l'identité de l'Europe. – Ou bien, en effet, la Suisse entre dans le pot commun, et il n'y a plus qu'un seul modèle et une seule tête. Ou bien elle résiste, et l'idée se maintient qu'il existe plusieurs modèles qui peuvent coexister. Est-ce à dire que l'Europe des nations cherche à ressembler à la Suisse des cantons ou que l'Europe n'a comme ambition que de devenir une grande Suisse aux yeux du monde ?

La question revient au point de savoir s'il existe pour l'Europe ou certains États européens, dont au premier chef l'Allemagne, une « troisième voie » ou une voie originale, une voie propre. L'Allemagne parce que c'est elle qui historiquement

a donné son nom au *Sonderweg* et que c'est elle qu'il s'agit de gérer au cœur de l'Europe. Entre le tout-OTAN et le pro-Poutine, la recherche du bon chemin est plus indispensable que jamais. La neutralité ne veut pas dire ne pas coopérer, encore moins être aligné sur tel ou tel, ni même partial. Elle n'est pas passivité, les nombreuses médiations internationales suisse ou autrichienne, suédoise hier, le montrent (2). Elle n'empêche pas le jugement en conscience et en raison, le libre-arbitre. Elle ne signifie pas l'apaisement à tout prix, incarné à jamais dans l'esprit de Munich. Plutôt que dans les années 1930, on a vu qu'elle s'est définie au cours de la guerre froide. C'est celle-ci qu'il conviendrait de revisiter. ■

(1). Paul Widmer, ancien ambassadeur suisse, *L'Identité suisse au défi*, traduit de l'allemand par Sabine Citron, éditions des Syrtes, 2024 ; « Le modèle suisse est menacé », *Le Temps*, 3 octobre 2024.

(2). Micheline Calmy-Rey, qui fut ministre suisse des Affaires étrangères de 2003 à 2011, deux fois présidente de la Confédération helvétique, *Pour une neutralité active. De la Suisse à l'Europe*, Savoir suisse, Lausanne, 2021.

Tunisie

Une démocratie en jachère

L'élection présidentielle du 6 octobre marque une nouvelle étape dans la destruction de la démocratie tunisienne, mais aussi de la société.

Comme elle est loin, la démocratie tunisienne qui avait survécu contre vents et marées jusqu'en 2021 ! L'élection présidentielle du 6 octobre s'est soldée par la victoire sans surprise de Kaïs Saïed dès le premier tour avec 90,7 % des suffrages exprimés, Ayachi Zammel, principal opposant au président sortant dans ce scrutin, n'ayant obtenu que 7,35 % des voix, et Zouhair Maghzaoui, candidat considéré comme fantôme par ses opposants, 1,97 %. Derrière les apparences de plébiscite se

cache une réalité plus amère. En effet, seuls 28,8 % des électeurs sont allés voter contre 45 % cinq ans plus tôt, les 71 % se désintéressant de l'événement. Pire, seuls 6 % des 18-35 ans se sont déplacés cette fois-ci. Certes, en 2023, lors des élections législatives du 29 janvier, le taux d'abstention culminait à 89 %. Il y a donc un progrès sensible. Cependant, en 2019, Kaïs Saïed avait été élu au second tour avec 72,9 % des suffrages exprimés et 58 % des électeurs inscrits s'étaient déplacés.

En fait, l'élection du 6 octobre a été taillée sur mesure pour Saïed. Sur 17 candidats qui souhaitaient participer à l'élection, la commission électorale indépendante, qui n'en a plus que le nom, n'en a autorisé que trois, dont le président sortant, faute de parrainages valides suffisants. Ainsi, le parti islamiste Ennahdha a pu être écarté de l'élection. Mieux, Ayachi Zammel a dû faire campagne depuis sa prison, condamné qu'il est à 14 ans de prison pour des présomptions de parrainages trafiqués. Dès le mois de septembre, en plus d'être écarté de l'élection, les islamistes d'Ennahdha ont subi une vague d'arrestations afin de les dissuader de manifester. Certes, le parti est toujours légal, mais plusieurs de ses dirigeants ont, depuis 2023, pris ou repris la route de l'exil. La Tunisie prend ainsi des allures de démocratie ou de démocratie illibérale.

Il est loin, le temps où le candidat Saïed arpentait les rues et les places en quête d'un premier mandat et promettant, lui un homme proche du peuple, de lutter contre la corruption, de s'attaquer aux problèmes économiques du pays. Il bénéficiait alors d'une réputation de courtoisie, de simplicité, d'honnêteté, à laquelle les électeurs, écœurés par la classe politique, ne surent pas résister. Terrible erreur. Au lieu de s'atteler à résoudre les problèmes du pays, Kaïs Saïed s'est lancé dans la chasse aux opposants, accusant toute personne le critiquant d'être un traître au pays et de comploter contre lui. À partir de 2023, il a cherché des boucs émissaires pour faire oublier ses échecs, et il a trouvé dans les immigrés subsahariens, les victimes idéales. N'ambi-



Le président tunisien Kaïs Saïed. Réélu avec moins de 30 % de participation.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: HOUCEMMZOUHIL

tionnaient-ils pas, selon lui, de bouleverser l'équilibre démographique du pays, voire de lui imposer une nouvelle religion ?

Dès le 25 juillet 2021, le Parlement avait été suspendu, à la satisfaction d'une grande partie du pays, fatigué d'un Parlement fractionné en de nombreux groupes et où Ennahdha, bien que bénéficiant d'une majorité relative, ne parvenait pas à construire une majorité solide, le tout se déroulant sur un fond de marasme économique, de chômage accru et de précarisation d'un nombre toujours plus grand de Tunisiens. S'en est suivi le démantèlement presque complet du système institutionnel, avec la mise en place d'une constitution ultra présidentielle, le Parlement désormais bicaméral étant réduit aux utilités. La messe est-elle dite ? Depuis 2023, le syndicat UGTT tente de s'organiser et de coaliser le monde associatif et syndical, mais sa voix à ce jour reste sans écho. Jusqu'à quand ? ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Vance président

Consensus autour du débat télévisé du 2 octobre entre les deux candidats à la vice-présidence : le républicain J. D. Vance l'a emporté face au démocrate Tim Walz.

Même le libéral *New York Times* qui a « endossé » Kamala Harris est d'accord : Vance a donné du trumpisme une image « polie, calme et cohérente ». Conclusion du quotidien : que Vance parle plus et Trump se taise. La partie entre les deux « seconds » était inégale. Tim Walz, 60 ans, s'adressait à la partie rurale du centre de l'Amérique ; J. D. Vance, 40 ans, à sa réussite industrielle et urbaine. Mais surtout, le gouverneur du Minnesota n'en revient toujours pas d'être là, d'avoir été choisi par l'appareil démocrate, donnant le sentiment qu'il n'a pas les qualités requises, et que de toute façon il n'est là que pour la forme, sans projet d'avenir, alors que le sénateur de l'Ohio a toutes les chances de prendre la suite de Trump, voire même le suppléer ou le remplacer s'il lui arrivait malheur avant la fin du mandat, ce qui, après deux tentatives d'assassinat, ne saurait être exclu. Le débat, selon le quotidien britannique *The Telegraph*, a montré pourquoi Trump avait fait le bon choix avec J. D. Vance. Le mauvais choix fut celui de Tim Walz. Il n'est pas à la hauteur, mais finalement cela n'a aucune importance.

Au dernier numéro de cette chronique, l'attention avait été attirée vers le Nebraska. Cette fois, c'est un autre petit État oublié qui se retrouve sous les projecteurs : le Montana, capitale Helena. La conservatrice *National Review* avait déjà mis le doigt dessus en septembre en pré-



Le candidat à la vice-présidence J. D. Vance.

sentant les enjeux de ce « bras de fer » au « pays du Grand Ciel » (*Big Sky country*) : 1,1 million d'habitants, le troisième État le moins densément peuplé, mais comptant 2,5 millions de vaches. Le *New York Times* récemment sonne l'alarme : « *Le sort de Tester va décider du succès ou de l'échec d'une présidence Harris.* » Jon Tester, 68 ans, est le sénateur sortant démocrate de l'État qui vote majoritairement républicain. Il est menacé par son concurrent républicain, Tim Sheehy, 38 ans. Or le Sénat américain est actuellement démocrate par 51 contre 49. On sait déjà que les Républicains ont un siège acquis. À 50/50, la voix du vice-président est prépondérante. Un échec démocrate au Montana donnerait la majorité aux Républicains à 51 contre 49, circonstance rarissime pour un nouveau président, qui verrait dès le début de son mandat le Sénat bloquer ses nominations, à commencer par le choix de son cabinet (les secrétaires d'État, ou ministres).

Le Montana ne dispose que de trois votes de grands électeurs pour l'élection présidentielle et un seul représentant à la Chambre des représentants. Le quart de son territoire est de la compétence fédérale (notamment à travers les parcs nationaux). Son équilibre démographique – et électoral – est menacé par une forte migration intra américaine venue des États voisins. Le Nevada est aussi dans ce cas. C'est le surplus de population qui fuit la Californie, notamment en raison des incendies monstres. Nouvel exemple de précarité de la démocratie américaine due à sa structure fédérale. L'issue du vote présidentiel est restreinte à quelques milliers de suffrages dans cinq à sept États-clés. On ne saurait oublier qu'il en va de même de la majorité sénatoriale, chaque État ayant deux sénateurs quelle que soit sa population : Californie, 2 sénateurs avec 40 millions d'habitants ; Montana, 2 aussi avec un peu plus d'un million. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **États-Unis.** – Les opérations électorales ont débuté dans certains États, vingt jours avant le scrutin du 5 novembre 2024. Plus de 5 millions d'électeurs se sont déjà prononcés par correspondance. Le 16 octobre, l'ancien président Jimmy Carter, 100 ans, a voté en Géorgie par anticipation pour la démocrate Kamala Harris. Dans les sondages nationaux comme dans les projections du collège électoral, Trump et Harris sont au coude à coude.

■ **Gaza.** – L'armée israélienne a éliminé le chef du Hamas Yahya Sinouar, 61 ans, le 17 octobre par un tir d'obus sur un immeuble de Rafah. Les dernières images du leader palestinien blessé, puis mort, ont été diffusées par Israël au risque de contribuer à sa légende dans certaines populations musulmanes du monde entier.

■ **Liban.** – Au moins 5 militaires onusiens ont été blessés par les Israéliens. Le secrétaire général de l'ONU António Guterres a rappelé à Israël, le 14 octobre, que les attaques contre les forces de maintien de la paix constituaient une violation du droit international.

■ **Niger.** – La junte au pouvoir poursuit son œuvre d'effacement des traces de l'ancien colon... Le 15 octobre, plusieurs lieux emblématiques de Niamey ont été débaptisés pour contribuer à liquider l'héritage français. Des références à des figures nigériennes remplacent désormais l'avenue Charles-de-Gaulle, le portrait de l'explorateur Parfait-Louis Monteil, la place de la Francophonie et le monument érigé aux morts des deux Guerres mondiales.

■ **Ukraine.** – Le 16 octobre, le président Zelensky a présenté devant le Parlement un « plan de victoire ». La stratégie en cinq points, décrite comme « réaliste », entend mettre un terme à la guerre avec la Russie d'ici la fin de l'année 2025 sans perte de territoire ni gel du front actuel. Elle passe notamment par l'emploi en territoire russe des armes occidentales à longue portée et le déplacement des hostilités hors des frontières ukrainiennes.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : RV.

Baie de Cook (Moorea, Polynésie française). La France dispose de la 1^{re} zone économique exclusive au monde, mais pour quel usage ?

Territoires

Quel avenir pour une France sans Outre-mer ?

par François Gerlotto.

L’Outre-mer, pour nos politiciens, c’est très bien sur les cartes et les tableaux, pour montrer l’importance de la France dans le monde. Mais ils le trouvent compliqué, lointain, cher, ennuyeux, voire dangereux. Ils oublient qu’il s’agit de nos compatriotes et que c’est l’un de nos meilleurs atouts.

S’il est une capacité que l’on ne peut dénier à notre président, c’est bien celle de mettre en ébullition l’Outre-mer. Cette année, pas moins de trois de nos territoires outre-mer – DROM et COM (1) – sont entrés en crise grave : l’explosion s’est produite à Mayotte en février, puis en Nouvelle-Calédonie en mai, pour aboutir en cette fin d’année à la Martinique. Et ce n’est peut-être pas fini, puisque la Guadeloupe, partageant les problèmes économiques de la Martinique, souffre depuis des années d’une pénurie d’eau désastreuse ; et que la Guyane, elle aussi victime du monopole des mêmes groupes qu’aux Antilles, est toujours sous la menace des mafias brésiliennes et surinamiennes qui organisent l’orpaillage clandestin et le trafic de drogue.

Des crises dans les ROM, il y en a toujours eu, motivées surtout par des difficultés économiques et un désir de reconnaissance de leurs spécificités et de leur besoin d’autonomie. Mais que trois d’entre elles

surgissent pratiquement en même temps, dans des territoires et pour des motifs très différents, laisse penser qu’un paramètre additionnel s’ajoute aux causes de crise : l’incapacité de l’État à les résoudre, à les comprendre et même à s’y intéresser. Le plus remarquable dans ces crises, c’est qu’elles sont nées dans des régions administratives très différentes, et pour des raisons spécifiques : à Mayotte, département d’outre-mer (DROM), il s’agit d’une double crise, d’immigration clandestine depuis les Comores et d’abandon de l’État (éducation, justice, police, santé...) ; en Nouvelle-Calédonie, communauté d’outre-mer (COM), si la crise est aussi économique puisque les mines de nickel, cœur de l’activité du pays, sont en difficulté, elle se cristallise par de nouvelles confrontations entre les deux communautés qui composent la population : les Kanaks, indépendantistes, et les Caldoches, loyalistes. Elles avaient été sinon pacifiées définitivement, au moins calmées après les accords de 1988, et se sont

embrasées à la suite des décisions de l’État à propos d’une nouvelle loi électorale. Enfin en Martinique, autre DROM, la cherté de la vie a soufflé sur les braises qui couvaient encore depuis 2009, quand une crise majeure, née en Guadeloupe, avait embrasé les deux îles antillaises pendant des mois.

À l’heure actuelle, en résumé extrêmement synthétique et réducteur, ces crises concernent le coût de la vie aux Antilles, l’insécurité à Mayotte, la citoyenneté en Nouvelle-Calédonie. Trois domaines évidemment liés, mais dont les priorités sont très différentes : il suffit de noter que l’on se bat à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie pour des raisons précisément opposées. À Mayotte, les habitants sont descendus dans la rue pour revendiquer leur appartenance à la France, avec tout ce que cela donne comme droits à la sécurité, la solidarité et l’égalité ; et en Nouvelle-Calédonie, pour s’en séparer, au nom d’une revendication d’indépendance par les Kanaks, ce qui mène tout droit à la guerre civile entre deux communautés qui s’opposent.

Il n’est pas question ici de se livrer à des analyses particulières pour chacune de ces régions d’outre-mer, ce qui nécessiterait une série d’articles dédiés (2). Nous nous

intéresserons plutôt au point commun de ces crises : la carence d'un État visiblement incapable d'assumer ses responsabilités et de développer des politiques ultramarines satisfaisantes, et qui semble se désintéresser complètement de l'OM français. Nous nous trouvons alors devant deux positions divergentes, voire opposées : jamais l'Outre-mer n'a présenté autant d'intérêts pour notre pays, et jamais il n'a été aussi négligé. On pourrait paraphraser les mots de Dominique Decherf sur l'Afrique, qui s'appliquent parfaitement à l'Outre-mer : « *La France n'a plus la cote en Outre-mer ? Non, c'est autre chose : l'Outre-mer n'a plus la cote en France.* » (3) Alors, pour commencer, il nous faut évaluer en quoi les ROM sont importantes, et même essentielles, pour la France, car deux évolutions majeures du monde se sont produites depuis quelques décennies, qui donnent maintenant à cette France d'outre-mer des responsabilités et un poids nouveaux.

Deux évolutions majeures. – D'une part, les bouleversements géostratégiques, en particulier dans l'Indo-Pacifique, où la France est présente dans l'océan Indien (Réunion, Mayotte, îles éparses, Terres australes) et l'océan Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Clipperton), mais aussi dans l'Atlantique (Antilles françaises, Saint-Pierre-et-Miquelon, Guyane), font de l'OM un élément de plus en plus fondamental de notre puissance diplomatique et économique. Ces territoires font d'ailleurs de notre pays le seul de l'Union européenne géographiquement présent dans le Pacifique, où se cristallisent les confrontations entre les États-Unis et ses alliés d'un côté (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.) et la Chine et ses alliés de l'autre. Cette réalité géostratégique est parfaitement analysée, en particulier par les riverains de l'Indo-Pacifique, région qui devient peu à peu l'épicentre des relations internationales. Tous les acteurs majeurs dans le monde y sont représentés : la Chine, l'Inde, les États-Unis, la Russie, géants économiques, géographiques, démographiques et politiques, tentent d'y étendre leur influence par tous les moyens. Ils sont accompagnés de satellites plus strictement économiques (Japon, Vietnam, Taïwan, Indonésie, Malaisie, Corée du Sud, etc.) qui sont embarqués de gré ou de force dans cette guerre politico-économique larvée. Plus personne ne nie l'influence de la Chine dans les troubles qui existent dans l'OM français dans cette région (4), et en particulier la Nouvelle-Calédonie, clé géostratégique du Pacifique sud : qu'advient-il de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, partenaires indéfectibles des USA, quand les Chinois seront installés à Nouméa ? Après avoir été les adversaires résolus de la présence française sur le Caillou, ces deux pays découvrent d'ailleurs l'importance de notre présence effective à leurs côtés. Chine et Russie soufflent aussi sur le feu à Mayotte, dont



Marché couvert à Fort-de-France. La faible valorisation des productions locales explique pour partie la vie chère.

l'importance géopolitique devient manifeste maintenant que l'île se retrouve sur le trajet des grandes routes commerciales mondiales, depuis que le canal de Suez devient un chemin à risques.

Deux évolutions majeures du monde donnent maintenant à cette France d'outre-mer un poids nouveau.

D'autre part, l'évolution des risques climatiques, des pollutions et des pertes de biodiversité qui imposent des actions nouvelles en matière de protection de l'environnement, dans toutes les régions : dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique, mais aussi dans les écosystèmes continentaux : tropical (Guyane), tempéré (France continentale) et antarctique (TAAF, terre Adélie). Rappelons que la France est, du fait de ses territoires d'outre-mer, l'un des pays au monde possédant la plus riche biodiversité. Malheureusement, si Emmanuel Macron se vante d'avoir créé les plus vastes aires maritimes protégées, en Polynésie et dans les Terres australes, l'effort de surveillance, sans lesquelles elles ne sont rien, reste marginal. Quant à la biodiversité terrestre en Guyane, elle est attaquée en permanence par les actions clandestines des orpailleurs et les immigrations mafieuses des pays voisins, sans que des efforts supplémentaires indispensables à sa défense y soient consentis. Enfin, les ressources naturelles de nos ROM, actuelles (halieutiques, minières, agricoles) comme à venir (exploitation potentielle des ressources minières des fonds marins), attisent toutes les convoitises, particulièrement celles de la Chine.

Les responsabilités de l'État. – Une telle situation montre à l'esprit le plus indifférent à l'Outre-mer que, même en se désintéressant de ses habitants et des devoirs de notre pays envers ses citoyens, continen-

taux comme insulaires, l'intérêt général de notre pays passe par la satisfaction des besoins particuliers des ROM.

Or que voyons-nous ? Un désintérêt grandissant, que l'on tente d'occulter par des effets de manche sans suite ni effet. Et des positions démagogiques d'affichage, qui démontrent surtout un grand mépris pour nos concitoyens ultramarins. A Mayotte comme aux Antilles, depuis plusieurs années, les crises successives sont traitées de la même façon, par l'arrivée d'un ou de plusieurs ministres (Darmanin pour la dernière en date à Mayotte), apportant des propositions démagogiques et absurdes, toujours les mêmes, comme le droit du sang pour Mayotte ou l'abandon de l'octroi de mer aux Antilles, enrobées de rodомontades martiales. Puis le ministre s'en va, les idées sont reconnues comme inapplicables, les gendarmes retournent dans leurs casernes une fois l'ordre rétabli dans la rue, et tout continue comme avant. En Nouvelle-Calédonie, où les crises sont bien plus graves car elles sont germes de guerre civile, l'État avait jusqu'à présent joué son rôle de façon satisfaisante, mais depuis que la macronie est aux manettes, tout est à reprendre à zéro : nous nous retrouvons dans la même situation qu'avant les accords de Matignon de 1988. En cinq ans, la France en a reculé de quarante dans le règlement de la crise.

Par ailleurs, les ressortissants des ROM ont pu noter qu'ils comptaient pour rien dans les réflexions, analyses et décisions du pouvoir. Qu'un président de la République décide de dissoudre l'Assemblée au moment où les Calédoniens comme les Mahorais affrontent une de leurs pires crises montre qu'ils n'ont pas compté un seul instant dans la décision présidentielle. Il y a des morts dans ces ROM, mais quelle importance face aux joies de la *combinazione* politique du microcosme parisien !

Il en sortira deux conséquences. La première, c'est que les Ultramarins sauront se souvenir que la France s'est désintéressée d'eux au moment où ils avaient besoin d'elle, et renvoyer la facture le jour où leur importance réelle sera enfin dévoilée aux yeux de nos politiciens aveugles. La seconde, c'est que par notre indifférence et notre mépris, nous ouvrons la porte à toutes les opportunités extérieures : nous finirons par devenir comme des étrangers, des « *colonialistes* » aux yeux de nos compatriotes d'Outre-mer, et nos concurrents-adversaires-ennemis seront là pour tirer immédiatement et définitivement profit de ces conflits de famille. Et la France aura perdu l'un de ses meilleurs atouts géopolitiques dans le monde. ■

(1). ROM : région d'outre-mer ; DROM : département et région d'outre-mer ; COM : communauté d'outre-mer.

(2). *Royaliste* n°s 1237, 1246, 1247, 1248, 1274.

(3). *Royaliste* n° 1252, du 13 mars 2023.

(4). Voir l'important dossier « géopolitique de l'outremer » publié par *Diplomatie* dans son n° 129 de septembre-octobre 2024.



Vue de Damas, grande mosquée des Omeyyades. La France a perdu beaucoup d'influence au Proche-Orient.

Syrie et Sahel

Leçons de géopolitique pour les nuls

par Dominique Decherf.

En dix ans, la France a disparu du Levant et du Sahel. À quoi ces échecs sont-ils dus ? Nos diplomates, nos chercheurs, nos politiques sont-ils si nuls ? Ou les défauts sont-ils structurels ?

Les deux théâtres d'opération présentent de nombreux points communs et peuvent être envisagés en parallèle. Les responsables sont d'abord cherchés à l'extérieur tant en Syrie qu'en Afrique : les Russes. Mais aussi les Américains : la volte-face d'Obama en août 2013, qui décide de ne pas réagir au franchissement d'une ligne rouge, l'utilisation du gaz contre les populations civiles ; au Sahel, le lâchage américain de la France au Niger en refusant au Nigeria l'intervention militaire de la CEDEAO. Auparavant, la trop grande confiance, voire l'alignement, de Hollande et de Fabius sur les néoconservateurs américains. Fabrice Balanche, sur la Syrie, ne voit pas systématiquement dans le refus de l'intervention un tournant. Qui sait ce qui serait arrivé comme en Irak ou en Libye après un bombardement de Damas et un « *regime change* » ? Al-Baghdadi se serait peut-être proclamé calife dans la capitale des Omeyyades plutôt qu'à Mossoul.

Réalités communautaires. — Le problème est beaucoup plus profond. Les sciences humaines à l'université sont trop formatées, à tel point que Balanche dut s'exiler trois ans à Washington. Les

bureaux du Quai d'Orsay sont marginalisés. Il n'y a plus de ministre de poids depuis 2005 (ce qui voudrait dire que Michel Barnier aurait été le dernier digne de ce nom). Les excellents rapports du renseignement ne sont pas considérés dans la mesure où ils contredisent ou nuancent la doxa. Les politiques écoutent plus volontiers les visiteurs du soir ou des membres fortunés de la diaspora. Au total, ce sont donc des schèmes de pensée, des logiciels d'interprétation du monde qui orientent (ou désorientent) la connaissance et encore plus la prise de décision.

Le monde s'accommoderait de plus en plus de zones tampon entre les deux grandes coalitions qui se partageraient la planète : l'Occident et l'Eurasie.

L'une des hypothèses avancées par Fabrice Balanche est le déni du communautarisme. Ce phénomène bien français (qui nous différencie radicalement des approches anglo-saxonnes) entraîne selon lui une méconnaissance des logiques et des mécanismes internes dans les pays considérés, parce que les mêmes se refusent à le voir en France même. On s'est

trompé sur les interlocuteurs de l'opposition syrienne comme on se trompe sur la laïcité supposée des responsables islamistes chez nous.

Dès le début de la crise syrienne, Balanche a été quasiment le seul à avertir de la capacité d'endurance du système Assad, quand Laurent Fabius et consorts annonçaient sa chute imminente. Ce ne sont pas seulement les Russes et les Iraniens qui ont sauvé le pouvoir de Damas. Ils n'ont pu le faire que parce que l'armée est restée loyaliste, que le noyau alaouite ne s'est pas brisé et que de nombreuses communautés, dont les chrétiens, ont préféré le *statu quo* à la révolution où d'autres auraient prospéré à leur détriment.

Emmanuel Macron a imaginé reproduire au Sahel le même mode de pensée, pensant qu'il pourrait réussir là où son prédécesseur avait échoué en Syrie (et lui-même au Liban). Pour les mêmes raisons, il a échoué... dans de plus grandes largeurs encore.

Réalités géographiques. — Or ces phénomènes communautaires ne sont pas principalement ni originellement religieux, ni même ethniques. L'approche géographique prônée par Balanche, qu'il déduit de « *la géographie du pouvoir* » de Claude Raffestin, lie territoire, démographie et ressources. Elle lui semble plus rigoureuse et surtout plus « neutre », Raffestin, lui aussi en marge de l'université française, ayant effectué toute sa carrière à Genève. Cela lui permet de remonter aux origines de la Syrie « *parlementaire* », aux sources de la

révolution du Baas (1963). La dynastie Assad, on l'oublie souvent, commence en 1971 avec le père, Hafez, au pouvoir jusqu'en 2000, et se poursuit avec le fils Bachar, soit plus de quarante ans avant le déclenchement de la guerre qui dure depuis treize années. Balanche en sait quelque chose qui a fait sa thèse sur la région alaouite.

Au Sahel, on connaît aussi la traditionnelle rivalité des éleveurs et des agriculteurs, mais Leslie Varenne remarque avec justesse que les conflits se résolvaient dans un cadre établi. Les affrontements actuels ne s'expliquent pas par ceux-ci mais par la destruction des cadres. Ils sont un effet et non une cause.

Il est sans doute trop tard pour revenir aux fondamentaux. Ces régions et leurs habitants ont été embarqués dans un maelström qui les a déstabilisés et les a déplacés dans l'espace. Non qu'un nouvel équilibre ne puisse finalement sortir du chaos selon Balanche. Assad peut tout à fait durer avec une Syrie utile d'une dizaine de millions d'habitants, prospère grâce au captagon, cette drogue de synthèse qui rapporterait deux fois plus que le total des exportations.

C'est une autre des théories que développe l'auteur : le monde s'accommoderait de plus en plus de zones tampon entre les deux grandes coalitions qui se partageraient la planète : l'Occident et l'Eurasie. Dans ce schéma qui rappelle celui de la guerre froide, la France ne pourrait s'en sortir qu'en se raccrochant à l'Amérique. Leslie Varenne, quant au Sahel, reproche à la réorganisation de notre dispositif militaire de souhaiter des « bases communes » avec les Américains. Cela n'a pas marché au Niger. On en parle désormais pour le golfe de Guinée, sur lequel louchent les Chinois. « *L'effacement de la France, écrit-elle, participe de la désoccidentalisation du monde.* »

C'est une autre manière de se déresponsabiliser : pas seulement le fait des Russes ou des Américains, mais il faudrait se rendre à l'évidence : le Sud ne nous aime pas ou plus. Ne crée-t-on pas ainsi l'impression que l'on en revient à l'ancienne perception du « tiers-monde » ? L'an prochain, les 70 ans de la conférence de Bandung ne nous auront-ils rien appris ? En avons-nous tiré les leçons ? Ce qui nous renvoie, avec Balanche, à nos propres « contradictions vis-à-vis de la société française menacée par le communautarisme et l'islamisme radical » ; et on ajoutera : plus largement par son attitude envers l'immigration. ■

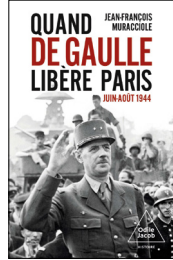
► Fabrice Balanche, *Les Leçons de la crise syrienne*, préface de Gilles Kepel, Odile Jacob, 2014, avec 22 cartes inédites de l'auteur. L'ouvrage a obtenu le prix Conflits 2024.

► Leslie Varenne, *Emmanuel au Sahel. Itinéraire d'une défaite*, Max Milo, 2024.

Libération

Prise de pouvoir

Quand de Gaulle libère Paris, par Jean-François Muracciole.



L'héroïsme n'est pas une valeur en soi. Celui des combattants prend son sens lorsque la cause pour laquelle ils risquent leur vie est sacrée. Si la cause ne vaut rien, ou est atroce, le héros n'est qu'un être-pour-la-mort, un artisan du nihilisme – tel le SS qui se bat en 1945 dans les ruines de Berlin.

L'héroïsme des soldats de la 2^e DB et des insurgés parisiens est transcendé par le patriotisme, qui est lui-même inscrit dans une « guerre morale », une guerre pour la civilisation comme le dira de Gaulle. Il est donc second, au regard d'une mystique et d'une politique étroitement liées. Ce lien est assuré par l'État conçu comme un corps de principes fondamentaux, comme une institution disposant de la puissance souveraine et d'une autorité incarnée, et comme une organisation administrative.

En 1944, cette République est en attente du consentement démocratique qui n'a pu s'exprimer depuis quatre ans, et qui est indispensable à sa légitimité. Préparée à Alger, où siège le Gouvernement provisoire, la marche vers Paris n'est pas seulement un admirable fait d'armes. C'est un mouvement méthodique de réaffirmation de l'autorité de l'État dans les régions tout juste libérées, face aux Américains qui tentent d'imposer une monnaie d'occupation et de pactiser avec les vichystes.

Dans un livre d'une extrême précision sans jamais cesser d'être parfaitement émouvant, Jean-François Muracciole montre comment le général de Gaulle organise sa visite en Normandie le 14 juin puis le voyage qui le conduit de Cherbourg à Paris, du 20 au 25 août. Dans chaque ville, le Général reçoit un accueil enthousiaste qui conforte, de jour en jour, sa légitimité populaire, devant les autorités municipales préalablement installées ou confirmées par ses délégués du Gouvernement provisoire qui veillent à réorganiser l'administration.

Cette marche triomphale vers Paris est ouverte par la 2^e DB, considérée par le Général comme une arme politique qui est en droit de ne pas respecter les ordres de l'état-major américain.

Le souvenir glorieux de l'insurrection parisienne, du discours à l'Hôtel de Ville et de la descente des Champs-Élysées ne doit pas faire oublier les rudes nécessités qu'impliquait le rétablissement de l'autorité : la mise au pas du Parti communiste,

la dissolution du CNR, la militarisation des FFI. La mystique et la politique gaulloises sont étrangères au romantisme militant et à la mythologie.

Au fil des pages, on redécouvre d'admirables figures de militaires (Leclerc bien sûr, le capitaine Dronne, Amado Granell) et de civils : Alexandre Parodi, Élisabeth de Miribel, Jacques Bingen... ■

BERTRAND RENOUVIN.

Histoire des Institutions

La mise à mort d'un système

La mort de la III^e République, par Hugo Coniez, Éditions Perrin, janvier 2024.



Hugo Coniez, dans son livre sur la mort de la III^e République, donne une lecture passionnante, documentée, rigoureuse des péripéties qui ont conduit les politiques, en 1940, à laisser le pouvoir au maréchal Pétain sur injonction de Pierre Laval. Ce sont bien ceux qui ont gouverné notre pays, depuis le début du siècle, qui ont sabordé le système. Après la débâcle et l'avancée des Allemands-nazis, pour des raisons diverses (leurs convictions européistes, pacifistes, etc.), malgré les engagements formels faits à nos alliés, les républicains ont choisi la soumission plutôt que de continuer à se battre. Ils ont cherché à mettre cette catastrophe sur le dos des militaires. Oubliant qu'en République, ce sont eux-mêmes qui organisent et commandent les armées. Par facilité, ils ont accusé le généralissime Maxime Weygand de cette situation. Pourtant, après la catastrophe de Dunkerque – et la désertion de nos amis anglais –, il n'a plus de troupes à opposer aux nazis. Alors ? Après, eh bien ! Laval et compagnie ont laissé courir le bruit que Weygand préparait un coup d'État militaire pour qu'ils puissent imposer le pouvoir personnel du vieux maréchal républicain.

Hugo Coniez présente les hommes, leurs inimitiés, leurs convergences et surtout le déroulement de la période. Sans omettre de rappeler qu'un grand nombre ont choisi le soutien à Pétain (pour en faire un dictateur), il constate que la Chambre des députés, puis le Sénat, le 9 juillet ont suspendu les lois constitutionnelles de 1875 et le lendemain ont voté le projet présenté par Pierre Laval. L'extrême droite patentée n'a pas grand-chose à voir avec cette mise à mort de la III^e République, n'en déplaît à notre triste aujourd'hui. C'est bien un coup d'État légal orchestré par les politiques

URCE: ARCHIVES MASAHISA FUKASE.



Le photographe japonais Masahisa Fukase.

eux-mêmes. Bien évidemment, plus qu'aucun autre, Pierre Laval, l'ancien socialiste, le pacifiste des années 14-18, l'Européen des années 30, est bien le promoteur et l'organisateur de cette mise à mort.

Alors, plutôt que de raconter et de faire croire des balivernes à propos de l'histoire, les hommes politiques, les journalistes et les Français d'aujourd'hui auraient profité à lire ce livre et à méditer la façon dont meurt une République. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

Les Lettres

Masahisa Fukase, un photographe, ses chats et ses corbeaux

L'Homme au corbeau. Masahisa Fukase, par Sophie Gallé-Soas, Arléa, août 2024.

Au milieu des années 1990, Akira et Hiroshi, deux amis japonais, se rencontrent un matin dans les rues de Tokyo. Hiroshi vient tout juste de rentrer de ses vacances. Akira lui demande : – *Alors, comment s'est passé ton séjour ?* – *Je ne sais pas, je n'ai pas encore développé les photos,* lui répond Hiroshi. Même douteuses, les blagues populaires disent toujours une part de vérité. Quoi que l'on pense de celle-ci, elle rappelle le lien réel, voire pathologique, qui unit le pays du Soleil-Levant à une invention française attribuée au Chalonais Nicéphore Niépce (1765-1833) par les

uns, à son associé Louis Daguerre (1787-1851) par d'autres : la photographie.

Car, entre les Japonais et la « photo », c'est comme avec le « cinématographe », une autre invention française, des frères Lumière cette fois, qu'ils découvrent deux ans après la projection publique d'un film – la première fois au monde – dans le Grand Café à Paris, le 28 décembre 1895 : quand un condisciple d'Auguste Lumière (1862-1954) à l'école technique lyonnaise, Inabata Katsutarō (1862-1949), organise, une fois de retour au pays, la première projection au théâtre Nanchi Enbujo d'Osaka, le 15 février 1897. De la même manière qu'il a donné au septième art des réalisateurs exceptionnels tels qu'Akira Kurosawa (1910-1998) et Yasujiro Ozu (1903-1963), le Japon a vu naître de grands photographes, n'ayant rien à envier, par exemple, à l'un des plus grands de tous les temps, le Français Henri Cartier-Bresson (1908-2004). Il suffit, pour n'évoquer que les maîtres du « noir et blanc », de penser à Ken Domon (1909-1990) ou Shōmei Tōmatsu (1930-2012).

Un long regard sur le Japon contemporain. – Cela rappelé, si parmi les plus grands photographes de la planète, une bonne part sont des Japonais, l'un d'entre eux restait relativement méconnu des Européens jusqu'ici, alors même que son œuvre, à la fois magnétique et dérangeante, est sans doute l'une des plus fascinantes qui soient. Ce photographe, c'est Masahisa Fukase (1934-2012). Fort heureusement, cette erreur est en passe d'être corrigée. Le réalisateur britannique Mark Gill (*La Chute du président*, 2019) lui a consacré son nouveau film, tourné au Japon à l'automne 2023, et qui devrait

sortir dans les salles obscures cet hiver, sous le nom de *Ravens*. En France, dans l'album que publie annuellement Reporters sans frontières (RSF) *Pour la liberté*, paru au début de l'été et intitulé *Regards sur le Japon*, le natif d'Hokkaidō, la plus septentrionale des îles principales du Japon, figure par ailleurs en bonne place, après son compatriote Ken Domon. Sur-tout, il est le sujet du premier roman très réussi de Sophie Gallé-Soas, traductrice et journaliste férue de culture japonaise, publié il y a peu par Arléa.

Sorte d'autobiographie que Fukase n'a pas eu le loisir d'écrire, *L'Homme au corbeau* se dévore d'une traite. Pourquoi ? Si le lecteur n'est pas un instant tenté de le refermer une fois celui-ci commencé, ce n'est pas seulement parce qu'il est très court, mais plutôt parce qu'il est très bien écrit, d'une plume aussi légère, sans doute, que celles des corvidés que Fukase a immortalisés avec *Karasu* (corbeaux), une série d'images parue en 1986, après le départ de sa femme Yoko. C'est aussi parce que, commençant sous un régime autoritaire et impérialiste et s'achevant peu de temps après l'accident nucléaire de Fukushima, la vie de Fukase se confond avec l'histoire du Japon contemporain, et que la narrer permet de revivre par procuration les bouleversements d'une société percutée par la modernité introduite par l'occupation et la tutelle américaine (1945-1951) puis travaillée par le libéralisme économique. Une société qui, aujourd'hui, semble pour partie déboussolée.

Par-dessus tout, si l'on ne peut lâcher un instant le roman de Sophie Gallé-Soas, c'est parce que son écriture permet de percevoir les ressorts qui ont permis au photographe de tirer de son mal-être chronique, latent dans tous ses tirages même lorsque ceux-ci semblent figer des moments joyeux (avec sa femme ou ses chats Sasuke et Momoe), une œuvre avant-gardiste et perturbante. Une œuvre qui, on peut l'espérer désormais, ne croupira pas dans les oubliettes de l'histoire. ■

ANDRÉ PIERRE.



DR



Par Gérard Leclerc

L'animal qui parle

Un tout petit livre peut s'avérer plus riche de substance qu'un gros traité, aussi intéressant soit-il. C'est le cas de l'essai que Gérard Rabinovitch vient de publier sur ce qu'il appelle « la philosophie clinique ». Un terme qui peut dérouter. Ne semble-t-il pas se rapporter à la pratique psychanalytique ? Cette acception n'est d'ailleurs pas étrangère à l'auteur, qui porte à l'œuvre de Sigmund Freud la plus vive attention. Mais si l'on consulte le Littré, on s'aperçoit que le mot vient du grec (*klinikos*) qui signifie « se fait au lit du malade ». Or c'est exactement l'angle de vue choisi : « *Quand la philosophie politique se porte au chevet de la condition humaine, épaulée d'une histoire des mentalités et des apports d'une anthropologie non lénifiante, celle explorée par Sigmund Freud, elle devient clinique.* »

Cette référence pourrait laisser penser que Gérard Rabinovitch évolue dans le climat d'une pensée purement contemporaine et qu'il pourrait trouver ses complicités auprès des représentants patentés des sciences dites humaines, du moins telles qu'elles dominent aujourd'hui. Or ce n'est pas le cas. Le sociologisme bourdieusien lui est insupportable ainsi que toute cette littérature dont Orwell dénonçait la décadence du langage. Il y a donc un aspect polémique dans cette volonté de se mettre au chevet de la condition humaine. Si Freud est invoqué, c'est qu'il échappe à cette pente actuelle. Ce qu'on reconnaît de modernité dans son œuvre ne saurait se détacher de la grande culture classique : « *Il n'est pas contingent que Freud ait fait de Shakespeare et de Sophocle ses compagnons aux moments féconds initiaux de la psychanalyse avec Œdipe et son complexe, et Hamlet, en symptôme illustré de ce dernier.* »

Culture classique : il s'agit d'Athènes et de Jérusalem : « *Aristote, en tout premier lieu (avec bien sûr, Platon en fond de scène) du côté d'Athènes. Et du côté de Jérusalem, une pensée politique qui se nourrit du croisement de trois sources complémentaires.* » À savoir, l'esprit des prophètes, le récit de la sortie d'Égypte « *sous le mode d'une métaphore de la délivrance de la servitude et de la tyrannie* », et enfin « *la séparation des Pouvoirs (les Juges, les Prêtres, les Prophètes)* ».

Athènes et Jérusalem sont deux cités mères qui ont apporté à la civilisation deux sources différentes, raisonnable et religieuse, pour aboutir à une heureuse synthèse. Si elles correspondent à des génies spécifiques, leur accord a été possible en vertu d'une complicité essentielle. « *Du côté d'Athènes, Aristote dans Les Politiques affirme de l'homme qu'il est un animal politique et un animal parlant. Zoon phônantika, un animal doué de logos par le fait même qu'il parle, car son langage articulé se distingue de la phoné animale.* » Et d'autre part : « *Chaque phase de la Création surgit d'une Parole divine : "Par la Parole de Yahvé, les cieux ont été faits." C'est par le langage que le monde advient à l'existence. Il y a, dans cette littéralité qui se donne, une métaphore de la plus haute élévation qui fait sens jusqu'au saisissement... Par la dénomination, le monde est arraché au Tohu Bohu originel. La capacité de nommer est le chemin d'extraction du magma et de la confusion : "Par la Parole divine les cieux ont pris naissance et par le souffle de sa bouche toute leur armée."* »

De ce point de vue, le Nouveau Testament ne se distingue pas de l'Ancien, ainsi que l'atteste l'Évangile de Jean : « *Au commencement était la Parole, et la Parole était avec Dieu, et la Parole était Dieu. Toutes choses ont été faites par elle. En elle était la vie, et la vie était la lumière des hommes.* » Avec Franz Rosenzweig, on peut donc en conclure : « *La langue est le véritable cadeau de nocces que le Créateur offre à l'humanité à l'aube de celle-ci ; mais*

elle est également la propriété de tous les fils de l'homme : chacun y participe à la façon qui lui est propre, et enfin c'est le sceau de l'humanité dans l'homme. »

D'où vient alors que cette intime correspondance entre Athènes et Jérusalem soit si méconnue et que l'on soit dans l'obligation de réaliser de grands efforts pour mettre en relation ceux qui se réclament de la rationalité occidentale et ceux qui se rattachent à l'héritage judéo-chrétien ? Gérard Rabinovitch nous en dit nettement le pourquoi. C'est qu'il s'est produit entretemps l'avènement des fameuses Lumières, tant révérees : « *La construction des sciences sociales et de celles dites "humaines" au cours du XIX^e siècle a secondarisé les héritages, traités comme obsolètes ou toisés comme superstitieux.* »

Ce qui s'est perdu, c'est le rôle central de l'homme parlant, et si le langage est objet d'étude, il est devenu purement instrumental : « *Le langage est plus qu'un facteur normatif qui formate le comportement ; il détermine les visions du monde en ce que le monde est découpé par les possibilités du langage. La pensée n'est pas seulement exprimée par des mots, elle vient à l'existence à travers les mots.* »

Cette prédominance du langage et des langues n'est pas indemne de pathologies. D'où la remarque d'un Victor Klemperer qui a étudié l'émergence langagière du nazisme : « *Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, elles semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir... Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposèrent à des millions d'exemplaires et qui furent adoptées de façon mécanique.* »

Gérard Rabinovitch rejoint notre bel aujourd'hui, en montrant comment les dérives langagières affectent nos façons d'agir, notamment à travers un sociologisme administratif. Ce en quoi il rejoint un Pierre Legendre qui montrait comment l'attention exclusive que prêtent nos politiques aux discours des sociologues laisse de côté les fondements anthropologiques dont la perturbation est grosse des plus gros dommages à venir. Mais je voudrais, pour conclure ce compte rendu, faire part d'une réflexion qui touche à cette rupture culturelle qui nous a éloignés de nos sources.

Comment se fait-il que, lorsqu'un Jürgen Habermas et un Joseph Ratzinger tentent de se retrouver sur un terrain commun, il leur faut accomplir un tel effort, comme s'ils portaient d'espaces incommunicables (1) ? Gérard Rabinovitch nous explique que cela vient des Lumières. Et de fait, lorsque Voltaire lit la Bible, il est totalement insensible à son langage. C'est au point qu'il ose prétendre, dit-on, que ce livre des livres sera complètement oublié dans les siècles à venir. Certes, Jürgen Habermas, héritier d'un certain rationalisme, découvre que le recours à la Genèse s'avère précieux, ne serait-ce que pour démêler les enjeux anthropologiques de ce qu'on appelle bioéthique. Mais s'il trouve ainsi un accord avec Joseph Ratzinger, il semble encore demeurer dans l'ignorance de la profonde parenté entre Athènes où naquit la raison occidentale et Jérusalem dont le message illumina l'Occident. Le grand mérite de la philosophie clinique est d'établir qu'il y a connivence dans la connaissance de notre humanité. ■

(1). R Jürgen Habermas, Joseph Ratzinger, *Raison et religion. Dialectique de la sécularisation*, Salvator, 2010.

► Gérard Rabinovitch, *Philosophie clinique. Au chevet de l'animal parlant*, Hermann, août 2024.



WIKIPEDIA, PHOTO : GUILLAUME 70

Exposition

Chantilly honore la première reine des Belges

par Alain Solari.

Dans une époque « romantique », Louise d'Orléans a eu un destin politique.

Le musée Condé du château de Chantilly était tout indiqué pour présenter une exposition consacrée à Louise d'Orléans (1812-1850). Les collections réunies par le duc d'Aumale, un des frères de Louise, comportent nombre d'œuvres la concernant. La politique des puissances européennes et l'habileté du roi Louis-Philippe vont propulser la princesse sur le trône d'une Belgique naissante. Cette exposition est coproduite avec le Service des Musées et du Patrimoine culturel de la Province de Namur. De nombreuses œuvres inédites, venant de la collection de Louise, sont présentées pour la première fois, ainsi que d'émouvants souvenirs, ou des représentations officielles ou intimes exécutées par les plus grands artistes du temps.

Le 3 avril 1812, en Sicile, naît le deuxième enfant de Louis-Philippe, duc d'Orléans, et de Marie-Amélie de Bourbon-Sicile. Première fille du couple, la petite Louise suit ses parents de retour d'exil dans le Paris de la Restauration. L'éducation était une affaire de première importance dans la famille d'Orléans. Celle de Louise fut soignée. Avec ses sœurs Marie, future sculptrice, à laquelle elle sera très liée, et Clémentine, elle bénéficie d'ensei-

gnements variés. Louis-Philippe entend préparer ses enfants à un monde en mutation. Il insiste sur ses souvenirs liés à la Révolution. En outre, il est inspiré par le système éducatif dont il a bénéficié de la part de madame de Genlis. Le programme scolaire des princes comprend notamment histoire, géographie et langues étrangères. La religion est le domaine de Marie-Amélie. Michelet instruit Louise en histoire. Redouté lui apprend l'art de peindre fleurs et paysages. Louise laissera quelques

Le roi Léopold la consulte en raison de son jugement avisé sur les questions politiques et diplomatiques.

œuvres picturales de bonne facture, appréciées de ses professeurs Horace Vernet, Ary Scheffer et Paul Delaroche. Son frère aîné, Ferdinand-Philippe, sa sœur Marie, ou encore son jeune frère Henri, duc d'Aumale, héritier du château de Chantilly, partagent avec elle des inclinations fortes pour les artistes. Il est des fratries qui changent le cours de l'histoire et modèlent leur époque à leur goût. Les princes et princesses d'Orléans vont diffuser en Europe leur sens de la famille, leur intérêt pour les arts et leur compréhension

des siècles passés. Ayant bénéficié d'une solide éducation artistique, férue de politique et épistolière prolifique, Louise d'Orléans détenait les atouts nécessaires au rôle qui va être le sien.

Une princesse française pour la Belgique.

— Au congrès de Vienne, en 1815, les puissances européennes décident de réunir les anciens Pays-Bas autrichiens catholiques (la future Belgique) aux anciennes Provinces-Unies protestantes afin de créer un État tampon au nord de la France. Peu après la révolution de juillet 1830 à Paris, Bruxelles se soulève. Les troubles se propagent dans les provinces du Sud. Les grandes puissances reconnaissent l'indépendance de la Belgique le 20 janvier 1831. Le Congrès, Chambre des députés et Sénat, propose la couronne au duc de Nemours, fils de Louis-Philippe. Quinze ans après la chute de Napoléon, il n'est pas question de faire à nouveau d'Anvers « un pistolet braqué au cœur de l'Angleterre ». Autriche, Russie et Prusse demeurent également méfiantes vis-à-vis de la France. Face à l'hostilité des grandes puissances, Louis-Philippe refuse par prudence. C'est le prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, oncle de la reine Victoria, qui devient le premier roi des Belges. Le nouveau souverain, veuf depuis 1817 de Charlotte de Galles, sans enfants, cherche une nouvelle épouse afin de fonder une dynastie. Le choix d'une princesse française est conforté par la gratitude de Léopold envers le rôle exercé par la France contre la tentative de Guillaume I^{er} des Pays-Bas de mettre fin à l'indépendance belge. En délicatesse avec les cours européennes

après son accession au trône qui succède à des journées révolutionnaires (27, 28, 29 juillet 1830) et à la chute de Charles X, Louis-Philippe craint que sa nombreuse progéniture ne reste célibataire. Marie-Amélie elle-même montre maintenant de l'intérêt pour le mariage belge.

Le 9 août 1832, un mariage politique est conclu. Louise d'Orléans épouse Léopold I^{er} au château de Compiègne. Les festivités comprennent une cérémonie civile, une célébration catholique et une bénédiction luthérienne. Pour des raisons canoniques et politiques, les enfants du couple seront élevés dans le catholicisme, religion des Belges. Aux côtés de son époux, Louise construit ce qui deviendra la vie de cour et la vie culturelle. Le roi la consulte en raison de son jugement avisé sur les questions politiques et diplomatiques. Louise exerce un rôle de facilitatrice dans divers mariages relatifs à sa fratrie. Malade, la reine meurt malheureusement trop jeune. Entourée de sa mère, la reine Marie-Amélie, de son frère le duc de Nemours, de son époux et de ses enfants, Louise meurt à Ostende le vendredi 11 octobre 1850, à l'âge de 38 ans. Elle aura été la pièce centrale d'un échiquier familial liant son destin à la politique européenne des régimes issus des révolutions de 1830 à Paris et à Bruxelles. ■

► **Louise d'Orléans, première reine des Belges.** Château de Chantilly, du 19 octobre 2024 au 16 février 2025.

► **TreM.a,** musée des Arts anciens du Namurois, Namur, du 14 mars au 16 juin 2025.

Bande dessinée

Réquisitoire

Dans un nouvel opus de *L'Arabe du futur*, Riad Sattouf dresse un portrait sombre de la société syrienne, légèrement tempéré par la présence des femmes.

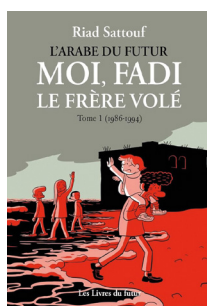
Riad Sattouf nous avait conté le récit de son enfance et de sa jeunesse tiraillées entre un père syrien et une mère française bientôt désunis, et le long combat de celle-ci pour récupérer son dernier fils enlevé par le père et emmené en Syrie. Dans ce nouvel opus, premier d'une série à venir, nous revivons les événements du point de vue de l'enfant enlevé et de son père bien décidé à faire payer à son ancienne compagne son refus de se soumettre à son autorité.

Une société où s'opposent frontalement hommes et femmes, même si le combat, bien sûr, ne se fait pas à armes égales. La femme est le plus souvent cantonnée à la maison, au sein de la famille. Ce n'est pas qu'elle ne soit pas capable de colère comme la tante de Riad quand elle découvre que son frère a enlevé l'enfant à sa mère, ou comme Amal, la seconde épouse de son père, élevée à Homs et qui

ne supporte pas la vie de misère dans laquelle croupit sa belle-famille. Fille d'un marchand de bonbons qu'elle supplée, elle poursuit des études d'histoire. La première se calme quand elle apprend de la bouche de son frère qu'il veut faire de son fils un bon musulman et la seconde n'a que ses larmes comme issue à un mariage qui ressemble fort à un traquenard. Seule femme apparemment émancipée : l'institutrice qui prend le petit Fadi en affection, celui-ci ne comprenant rien à ce monde où on l'a plongé de force. Et puis, il y a Rana, la petite fille qui traîne dans les rues avec un lance-pierre et qui chasse les moineaux. Une gamine désœuvrée qui vient au secours du petit Riad attaqué par trois gamins stupides et bagarreurs qu'elle rosse magistralement. L'institutrice et elle sont les seules à ne pas être voilées. Des chrétiennes ? De manière générale, le monde des femmes est, pour le petit Fadi, celui de la douceur et de l'affection.

Le monde des hommes, lui, est parfaitement incarné par le père. L'homme est odieux. Hypocrite et fourbe, il dérobe le petit à sa mère, convainquant son fils de le suivre par le mensonge, et il tente de faire croire à l'enfant que sa mère ne l'aime pas. Professeur de médecine à l'université de Damas, il n'est pourtant qu'un rustre incapable d'écrire sans truffer son texte de fautes d'orthographe grossières. Lâche avec les forts, il peut se montrer impitoyable avec les faibles, comme cet enfant qu'il maltraite, ou ce directeur d'école, coupable il est vrai, d'avoir maltraité le petit Fadi pour l'humilier devant les autres élèves. La vue du père armé d'un fusil le rend beaucoup plus doux. Un père par ailleurs raciste, antisémite et misogyne. Il hait les Juifs, les alaouites et les Européennes, ces mécréantes. Et puis il y a tous ces hommes qui traînent le long des rues, dont la seule activité est de regarder les passants et de compter les heures.

En toile de fond de ce récit se dessine le portrait d'une société syrienne gangrenée par la violence et la corruption, engendrées, au moins en partie, par la pauvreté et le dénuement, particulièrement dans les campagnes. Un monde où l'on cite Dieu à tout bout de champ et où on se livre à la superstition comme le père, encore lui, qui se veut bon musulman mais consulte une diseuse de bonne aventure qui a vite repéré le benêt à plumer. Même le petit Fadi finit par mettre Dieu à toutes les sauces. Que va-t-il devenir dans ce monde abrutissant ? ■



MARC SÉVRIEN.

► **L'Arabe du futur. Moi Fadi, le frère volé,** par Riad Sattouf, tome I (1986-1994), Les Livres du futur, octobre 2024.

Expositions

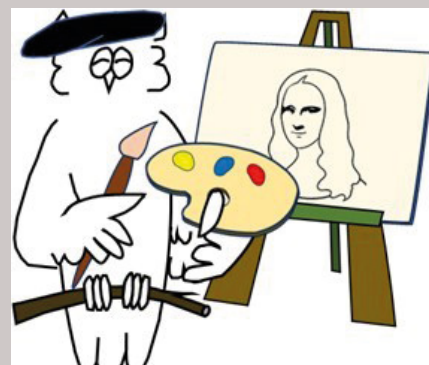
■ **Paris 1793-1794, une année révolutionnaire.** - Cette exposition qui réunit plus de 250 œuvres, objets et documents, marque l'importance du rôle de Paris. L'An II, qui correspond à la période allant du 22 septembre 1793 au 21 septembre 1794, est une année décisive de la Révolution française. Face à la relative clarté de « 89 », « 93 » apparaît bien plus ténébreuse avec la « Terreur ». C'est une année de rupture avec le passé et de relance des utopies révolutionnaires.

Musée Carnavalet. Du 16 octobre 2024 au 16 février 2025.

■ **1887, la tour Eiffel.** - Le site parisien des Archives nationales, rue des Francs-Bourgeois, présente une exposition au format resserré autour de la convention conclue pour la construction de ce que l'on appelait déjà la « tour Eiffel ». La convention est signée par le ministre du Commerce et de l'Industrie Édouard Lockroy, Eugène Poubelle, préfet de la Seine, et Gustave Eiffel qui s'engage à ériger une tour de 300 m avant l'ouverture de l'exposition de 1889. Il obtient le droit d'exploitation pendant les vingt années suivantes. Le viaduc de Garabit a été un « laboratoire » des techniques utilisées pendant les opérations menées du 28 janvier 1887 au 31 mars 1889. La tour est une construction en « kit ». Les éléments de charpente sont fabriqués dans les ateliers Eiffel de Levallois-Perret. Les ouvriers expérimentés procèdent sur le Champ-de-Mars aux assemblages par rivetage. À l'expiration de sa concession en 1910, Eiffel doit démontrer l'utilité scientifique de la tour qui pouvait être détruite comme la plupart des structures érigées pour les expositions. Il offre son accès aux chercheurs pour leurs expériences (météorologie, aérodynamique, radiotélégraphie). La télégraphie sans fil (TSF), avec ses applications militaires et civiles, a joué un rôle décisif dans le sauvetage de la tour.

Archives nationales. Jusqu'au 6 janvier 2025.

A. S.





Des royalistes contre les nazis (69)

Georges Bernanos

par François-Marin Fleutot.

Comment parler de la résistance des royalistes sans évoquer la figure de Georges Bernanos, engagé dès 1940 derrière le général de Gaulle, dont les discours et les écrits de guerre furent source d'espoir pour de nombreux résistants et dont la famille fournit plusieurs héros à la France combattante ?

L'écrivain Georges Bernanos (1888-1948) quitte Majorque (Espagne), fin mars 1937. Rentré en France, il publie un nouveau roman : *Nouvelle histoire de Mouchette*. Son essai sur la guerre d'Espagne, reprise d'une série d'articles publiés dans l'hebdomadaire *Sept* entre mai 1936 et février 1937, *Les Grands Cimetières sous la lune*, paraît en avril 1938. Comme l'écrit son biographe François Angelier : « *C'est au nom de sa foi catholique et de l'intégrité de ses idéaux monarchistes qu'il réfute et condamne la croisade franquiste.* »

Dès son retour, il songe à repartir. Reprenant son idée d'avant la Grande Guerre, avec ses amis Camelots du roi – Maxence de Colleville, Ernest de Maliban et Guy Bouteiller – il rêve de nouveau au Paraguay. Il écrit à Maritain : « *Je veux filer le plus tôt possible [...] avec ma petite tribu, décidément impossible à acclimater dans une Europe totalitaire.* » Nombre de ses amis le mettent en garde. Pourtant il conduit toute sa fratrie (1) sur le paquebot *Le Florida* en juillet 1938. À l'escale de Rio de Janeiro, il tombe sous le charme du pays. Et, après un bref séjour au Paraguay, il s'installe au Brésil. Il va faire vivre sa famille, de 1939 à 1945, successivement dans trois fazendas : Vassouras, Pirapora et enfin Barbacena au domaine de Cruz das almas (Croix des âmes). Mon

ami Sébastien Lapaque a conté merveilleusement le séjour brésilien de Georges Bernanos, on ne saurait que conseiller la lecture de son œuvre.

Devenu vacher, malgré l'éloignement, il s'informe sur sa vieille patrie. Ulcéré par la démission des politiques lors des accords de Munich. Révolté contre la bien-pensance qui renonce à assumer l'histoire. Il l'écrit dans ses articles publiés dans la presse brésilienne et l'explique dans ses conférences, ne renonçant jamais à son combat pour la Liberté.

« Il n'écrit pas pour plaire, mais pour servir [...] Fervent catholique et fervent royaliste, il a flagellé les marchands du temple et les marchands du trône... »

Albert Guérin dans *Pour la France libre*, journal de Buenos-Aires (1941).

Enfin, l'Angleterre et la France décident d'entrer en guerre. Bernanos est en train de rédiger son roman *Monsieur Ouine*, qui paraît à Rio de Janeiro en 1943. Il commence son journal 1939-1940, *Les Enfants humiliés*, qui ne sera publié, après bien des vicissitudes, qu'en 1949. Le poilu, médaillé de 14-18, dans plusieurs articles imagine son pays repousser l'envahisseur... C'est dans un

train qu'il apprend la débâcle et la demande d'armistice : « *Ce n'est pas l'armistice, c'est l'annonce de l'armistice qui a désarmé mon pays.* » Contre Pétain : « *C'est la voix d'un maréchal de France qui a découragé les braves, absous les lâches... Il s'est perdu lui-même...* » (*O Estado de Minas*, le 26 juin 40). Immédiatement, Bernanos signe son allégeance à la France combattante (FC) du général de Gaulle.

Homme de l'écrit et de la parole, il va, inlassablement, pendant toute la guerre, combattre avec ses armes : dans ses livres, dans les journaux brésiliens et autres, à la radio locale et à la B.B.C. À la demande de Sir Geoffrey Knox (ambassadeur de Grande-Bretagne), en avril 1941, il enregistre pour la radio anglaise sa *Prière à Jeanne d'Arc* : « *Jeanne, l'ennemi est à Orléans, mais aussi dans la ville du Sacre. Il tient Notre-Dame de Paris, Notre-Dame de Rouen, Notre-Dame d'Amiens, Notre-Dame de Chartres. Il fait boire ses chevaux dans la Seine, la Meuse et la Loire...* » C'est en l'écoutant que le tout jeune royaliste Marcel Jullian (1922-2004) entre en résistance. Il sera l'éditeur des Mémoires du général de Gaulle et de ceux du comte de Paris.

Pendant l'expédition vers Dakar (septembre 1940), son ami Jacquelin de la Porte des Vaux (1910-1949), le corsaire de la France libre, entend *papa Georges* sur les ondes. Il lui envoie un mot : « *O vieil homme, que ton laïus nous réjouit, et j'espère que cette lettre te réjouira plus encore. J'ai écouté ton message à la mer, au cours d'une opération de guerre, sur un bâtiment français, sous pavillon français...* »

Ce dernier retrouvera le troisième fils de l'écrivain, Michel, dans les Cadets de la France libre. En effet, Georges, impotent, trop âgé, rage de ne pouvoir rejoindre Londres. Alors il mobilise ses enfants. C'est l'aîné, Yves, qui part le premier en 1941. Son père le salue : « *C'est l'honneur qui nous rend libres, à mon fils parti pour Londres.* » Blessé dans un accident d'avion, il est rapatrié au Brésil. Le second, Michel, s'engage en 1942. Le jeune homme de 19 ans est affecté au chasseur de sous-marins en tant que matelot canonnier. Il prend part au débarquement sur les plages normandes. Michel n'est pas le seul de la famille puisque son cousin, Guy Hattu – fils de la sœur de Georges, qui s'occupe des affaires de son oncle et l'aide dans son travail – s'inscrit dans les rangs des FFL à Rio de Janeiro. Arrivé en Angleterre, il intègre le commando Kieffer et aborde la France à Colleville-sur-Orne. Ainsi, deux Bernanos participent directement au débarquement du 6 juin 44.

Pendant que ses enfants combattent, le vieux soldat ne cesse d'apporter sa voix à la France libre. De retour en France (juin 1945), écoré par l'épuration et l'opportunisme de beaucoup, il reprend

la plume contre la veulerie et part au combat contre la diablerie machiniste (*La France contre les robots*, Robert Lafont, 1947). Après bien d'autres voyages, d'autres écrits, il s'éteint en 1948, à l'hôpital américain de Neuilly. ■

(1). Famille Bernanos: Georges épouse Jeanne Talbert d'Arc (1893-1960), le 11 mai 1917. Ils ont six enfants: Chantal (1918-1980), Yves (1919-1958), Claude (1921-2009), Michel (1923-1964), Dominique (1928-2015), Jean-Loup (1933-2003) et son neveu Guy Hattu (1915-1978).

Bibliographie

► Jean-Loup Bernanos, *Georges Bernanos à la merci des passants*, Plon, 1996, et entretien avec l'auteur.

► Sébastien Lapaque: *Georges Bernanos encore une fois, L'Âge d'Homme/Les Provinciales*, 1998, rééd. en poche, Actes Sud, 2002; *Sous le soleil de l'exil, Georges Bernanos au Brésil, 1938-1945*, Grasset, 2002.

► François Angelier, *Georges Bernanos, la colère et la grâce*, Le Seuil, 2021.

Brèves royales

■ **4 octobre. Tokyo.** – Relance des projets législatifs de révision des règles de succession impériale par le nouveau Premier ministre Shigeru Ishida lors de sa déclaration de politique générale: « *stabiliser le nombre de membres de la famille impériale est une question urgente.* » Des projets sont en effet sur la table depuis 2005 lorsque la ligne de succession de primogéniture masculine ne comportait plus que trois héritiers potentiels. L'empereur actuel Naruhito (depuis 2019) n'a qu'une fille. Le prince héritier est son frère cadet, Fumihito d'Akishino, né en 1965, qui a eu un fils en 2006, Hisahito, qui ne sera prince héritier qu'à sa majorité en 2026. Le troisième homme est l'oncle de l'actuel empereur, frère de l'empereur émérite, né en 1935. La branche la plus conservatrice du parti au pouvoir est hostile à la primogéniture absolue qui inclurait les filles non mariées, actuellement au nombre de cinq. Les filles mariées en revanche sortent de la famille impériale à leur mariage. Six sont dans ce cas. Un des projets serait de réintégrer dans la fa-

mille leur progéniture masculine, quoique fils de « *roturiers* ». Pour l'instant, aucune n'a eu de garçon. Le second projet serait de permettre l'adoption de mâles dans les branches collatérales exclues de la famille depuis la loi du 16 janvier 1947 qui ne retient que les descendants de l'empereur Taishō (père de Hirohito) mort en 1926.

■ **14-16 octobre. Paris.** – Visite d'État du couple royal belge, la première depuis octobre 2003 (Albert II – Chirac). Le président Macron a effectué une visite d'État en Belgique en novembre 2018. Le 16, à Chantilly, le couple royal inaugure l'exposition consacrée à Louise d'Orléans, fille de Louis-Philippe, première reine des Belges en 1832. La visite se termine le même jour à Lille, capitale des Flandres.

■ **18-21 octobre. Canberra.** – Visite du roi Charles III et de la reine Camilla en Australie. La question du statut constitutionnel de la monarchie australienne avait été posée par référendum en 1999. 55 % avaient voté en faveur du maintien de la monarchie. Le sujet était revenu à la veille de la mort de la reine Élisabeth II en 2022; la succession automatique par le prince Charles fut alors mise en cause. Le Parti travailliste avait inscrit un nouveau référendum dans son programme lors des élections législatives de mai 2022, qu'il a gagnées, mais le Premier ministre Anthony Albanese, qui se dit républicain, n'avait pas souhaité donner la priorité à cette proposition. De nouvelles élections auront lieu en 2025.

■ **21-26 octobre. Apia (Samoa).** – Sommet du Commonwealth présidé par le roi Charles III. Parmi 56 pays membres, le roi continue d'être chef de l'État dans quinze d'entre eux. Six autres sont des monarchies avec un dynaste propre (Brunei, Eswatini, Lesotho, Malaisie, Samoa et Tonga). Charles avait déjà présidé le dernier sommet réuni à Kigali (Rwanda) en juin 2022, où il représentait sa mère. La présidence du Commonwealth n'est plus héréditaire depuis 2008. Charles avait été choisi comme président par le sommet de 2018. Son fils William ne sera pas nécessairement président après lui.

Le sommet a pour thème « *Un avenir commun de résilience: transformation du Commonwealth* ». Il doit désigner un nouveau secrétaire général, le septième depuis 1965.

MARIE-JO YORK.

Nouvelle Action royaliste

■ **Investissez dans *Royaliste* !** – La nouvelle formule du journal semble séduire nos lecteurs et certains nous demandent comment nous aider à franchir de nouvelles étapes. C'est simple, en contribuant à notre souscription, car les améliorations et les campagnes de prospection coûtent de l'argent avant d'en rapporter. Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de « *NAR* », en précisant « *pour la souscription* ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation> ou par virement direct sur le compte de la NAR auprès de la banque postale (IBAN: FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC: PSSTFRPPPAR), en précisant « *pour la souscription* ».

■ **Mercredis de la NAR.** – Nos lecteurs trouveront dans ce numéro un insert présentant les prochaines conférences-débats, les prochains entretiens ainsi que la liste des Mercredis récemment enregistrés sur notre chaîne YouTube. Rejoignez les 13 000 abonnés de notre chaîne: <https://www.youtube.com/c/NouvelleAction-Royaliste>

■ **Congrès.** – Le congrès de la NAR se tiendra les 14 et 15 décembre (merci à nos adhérents de réserver ces dates). Pour adhérer à la NAR et participer à la vie du mouvement, adresser une simple demande sur le serveur du journal lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

Maison de France

■ **À la réception du roi des Belges.** – Le prince Eudes, duc d'Angoulême et frère du comte de Paris, et son épouse étaient invités, le 16 octobre, à la réception organisée au centre Pompidou par les souverains belges, en conclusion de leur visite officielle en France.

■ **Maroc.** – L'excellente revue *Dynastie* vient de consacrer un numéro à la monarchie marocaine. Mgr le comte de Paris y rappelle, dans un long entretien, les liens séculaires qui existent entre la Maison de France et celle du Maroc et les souvenirs de famille qu'il a en commun avec l'actuel roi du Maroc. Nous reviendrons sur ce copieux numéro de *Dynastie* que nos lecteurs peuvent se procurer en kiosque.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €)

☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de Spfc-Acip.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédaction : Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR
Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip
Siret : 418 382 149 00015

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Incertitudes radicales

Des ministres qui poléminent entre eux. Un gouvernement qui subit les offensives des groupes d'intérêt sur les terrains les plus divers depuis la publication du projet de loi de finances. Des parlementaires qui ne veulent pas assumer les coupes budgétaires, ou les hausses d'impôts annoncées. Un Premier ministre qui multiplie les concessions avant même l'examen du budget. Des effets d'annonce comme s'il en pleuvait. Des rodomontades en tous genres, exaspérantes lorsqu'elles proviennent de ceux qui ont creusé le déficit dans des proportions impressionnantes. Qu'importe la cohérence ! Les chefs de clan cherchent la bonne posture en vue de la présidentielle, l'œil fixé sur les rivaux à démolir. Chacun cherche à défendre son bout de terrain électoral alors qu'il faudrait prendre des décisions de très grande ampleur en matière de défense nationale, de changement climatique, d'aménagement du territoire, de contrôle des frontières...

L'extrême fragilité du gouvernement et le désordre parlementaire excluent toute prévision quant au sort des mesures budgétaires annoncées. Aux facteurs évidents d'incertitude, s'ajoute la dynamique imprévisible des crises ouvertes ou latentes. Alors qu'on se dispute à l'Assemblée nationale et dans les médias sur de timides mesures fiscales et sur une nouvelle loi sur l'immigration qui ne trouvera pas de majorité, les territoires ultramarins sont dans des situations tantôt tragiques, tantôt dramatiques, l'affaiblissement et la dépossession industriels sont au cœur de l'actualité et les causes de la révolte paysanne de l'hiver dernier n'ont pas été traitées. L'insécurité gagne sans cesse du terrain et l'exploitation systématique des faits divers par certains médias ne devrait pas empêcher une révision générale des politiques de sécurité publique.

Dans une société où les facteurs d'appauvrissement, de détresse psychique, de violence physique et d'humiliation se conjuguent, le moindre accident survenant dans un quartier difficile, la plus petite taxe, le léger malentendu provoqué par un effet d'annonce sont autant d'étincelles susceptibles de provoquer de vastes incendies. Comme le dispositif austéritaire envisagé réduira de moitié notre faible croissance, toutes les tensions seront aggravées. Nous le savons d'expérience : si des révoltes partielles éclatent, il faudra que le gouvernement donne de l'argent pour calmer la colère... tout en attisant les revendications. On vérifiera une fois de plus qu'une part importante de la dépense publique vise à maintenir ou à rétablir le calme social.

Un calme qui n'est jamais autre chose qu'un fragile armistice

dans la lutte des classes qui gagne en intensité depuis la fin du siècle dernier. Cette lutte a été définie comme une « guerre » par Warren Buffett, l'une des principales figures du capitalisme financier. Les oligarchies nationales l'ont menée dans les termes évasifs choisis par les agences de communication mais sans hésiter à faire matraquer les manifestants. Les élites du pouvoir, des médias et de la finance ont cru que cette guerre était gagnée en raison de la division des syndicats, de la faiblesse des révolutionnaires déclarés et, surtout, de l'éclatement et de la relégation dans la France périphérique des « classes dangereuses ». La menace populiste permettait enfin de conserver le matelas électoral nécessaire à la marche des affaires.

Depuis la dissolution, l'oligarchie démontre qu'elle est capable d'engendrer le chaos politique, qui s'ajoute aux nombreux désordres dont nous sommes victimes. Ses techniques de communication ont échoué car la société française est de plus en plus lucide sur la corruption de la classe dirigeante et les impasses dans lesquelles elle se débat. Le mouvement syndical tend vers l'unité d'action, dont il a fait une démonstration éclatante lors des manifestations contre la réforme des retraites. Il peut jouer un rôle décisif, en cas de mouvement social de grande ampleur, pour éviter le déclenchement de violences incontrôlées.

Nous savons cependant que, depuis trente ans, les combats syndicaux et les révoltes populaires sont vécus dans l'attente d'une issue politique. Dans le choc frontal entre l'oligarchie et la majeure partie du peuple français, l'enjeu implicite ou explicite est le remplacement des élites faillies et la mise en œuvre d'une nouvelle politique dont nous avons, avec beaucoup d'autres, clairement tracé la perspective. Jamais, depuis la Libération, la France n'a disposé d'un projet aussi cohérent.

Hélas ! Fixée sur des mesures de simple redistribution, la gauche dite radicale ne veut pas entendre parler d'appropriation collective, de protection de l'activité économique nationale, de souveraineté monétaire. Conforté par les erreurs et les fautes de ses adversaires, le Rassemblement national est en passe de devenir le grand parti de la droite gestionnaire qui a déjà pactisé avec Bruxelles, ce qui implique un consentement implicite à la violence capitaliste. Toute la classe politique est enfermée dans des contradictions insurmontables, qui aiguissent celles d'un système néolibéral aux effets insupportables. Les explosions sociales qui se succèdent risquent ainsi d'aboutir à une déflagration générale. Il faut s'y préparer. ■

Sommaire

Page 2 Que vaut le rapport Draghi ?

Page 3 Souveraineté sanitaire. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 4 L'illusoire union des droites. – La politique au crible.

Page 5 Didier Motchane.

Page 6 Au sommet de la francophonie. – La quinzaine sociale.

Page 7 Feu la neutralité.

Page 8 Tunisie : une démocratie en jachère.

Page 9 Vance président. – Les Faits marquants.



Pages 10-11 Une France sans Outre-mer ?

Page 12 Syrie et Sahel, la France absente.

Page 13 Livres : *Quand de Gaulle libère Paris.* – *La mort de la III^e République.*

Page 14 Les Lettres : Masahisa Fukase.

Page 15 Les Idées : Athènes et Jérusalem.

Pages 16-17 La première reine des Belges. – Bande dessinée : *L'Arabe du futur.* – Expositions.

Page 18 Résistance royaliste : Georges Bernanos.

Page 19 Brèves royales. – Maison de France. – Nouvelle Action royaliste.

Page 20 Éditorial : Incertitudes radicales.